

Conseil de Communauté
du 30 juin 2016
♦♦♦♦♦♦♦♦
PROCÈS VERBAL DE RÉUNION

N°	Intitulé
1	Administration générale - Installation de Julien FAUCON
2	Budget général – Adoption du Compte de gestion 2015
3	Budget général Communauté de communes du Pays de Mayenne – Adoption du Compte administratif 2015
4	Budget général Communauté de communes du Pays de Mayenne – Acquisitions et cessions 2015 – Bilan
5	Budget général Communauté de communes du Pays de Mayenne – Affectation du résultat 2015
6	Budget annexe du parc d'activités des Haras - Communauté de communes du Pays de Mayenne – Adoption du Compte de gestion 2015
7	Budget annexe du parc d'activités des Haras – Communauté de communes du Pays de Mayenne – Adoption du Compte administratif 2015
8	Budget annexe du parc d'activités des Haras – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Reprise du résultat de 2015
9	Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015
10	Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015
11	Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Reprise du résultat de 2015
12	Budget annexe du parc d'activités du Berry – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015
13	Budget annexe du parc d'activités du Berry – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015
14	Budget annexe du parc d'activités du Berry – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Reprise du résultat 2015
15	Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015
16	Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015
17	Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Reprise du résultat 2015
18	Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015
19	Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015
20	Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Reprise du résultat 2015

21	Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015
22	Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015
23	Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Reprise du résultat 2015
24	Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015
25	Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015
26	Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Reprise du résultat 2015
27	Budget annexe de la Z.A Développement Durable – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015
28	Budget annexe de la ZA Développement Durable – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015
29	Budget annexe de la ZA Développement Durable – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Reprise du résultat 2015
30	Budget annexe du SPANC – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015
31	Budget annexe du SPANC – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015
32	Budget annexe du SPANC – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Affectation du résultat 2015
33	Budget annexe Prestations de services – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015
34	Budget annexe Prestations de services – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015
35	Budget annexe Prestations de service – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Affectation du résultat 2015
36	Budget annexe Redevance Incitative – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015
37	Budget annexe Redevance Incitative – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015
38	Budget annexe Redevance Incitative - Communauté de communes du Pays de Mayenne – Affectation du résultat 2015
39	Budget général Communauté de communes Le Horps Lassay – Adoption du Compte de gestion 2015
40	Budget général Communauté de communes Le Horps Lassay – Adoption du Compte administratif 2015
41	Budget général Communauté de communes Le Horps Lassay – Affectation du résultat
42	Budget annexe du SPANC Le Horps Lassay – Adoption du Compte de gestion 2015
43	Budget annexe du SPANC Le Horps Lassay – Adoption du Compte administratif 2015
44	Budget annexe du SPANC Le Horps Lassay – Affectation du résultat 2015
45	Budget annexe Ordures Ménagères Déchets Le Horps Lassay – Adoption du Compte de gestion 2015

46	Budget annexe Ordures Ménagères Déchets Le Corps Lassay – Adoption du Compte administratif
47	Budget annexe Ordures Ménagères Déchets Le Corps Lassay – Affectation du résultat 2015
48	Finances – répartition du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) pour l'année 2016
49	Finances – Attributions de compensation prévisionnelles de 2016 à verser aux Communes – deuxième étape
50	Très Haut Débit – Révision du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de La Mayenne
51	Préparation de la fin du Pays Haute Mayenne – Conseil de Développement
52	Finances – Exercice 2016 – Budget principal – Décision modificative n°1
53	Marchés publics – Études d'urbanisme : PLUI SCOT et PLH de Mayenne Communauté – Procédure concurrentielle avec négociation - Autorisation de signature du marché
54	Finances – SCOT PLUI – Autorisation de programme et crédits de paiement – Création
55	Finances - Exercice 2016 - Centre Aquatique - Assurance dommage ouvrage - Étalement de la charge
56	Marchés publics – Construction du centre aquatique – Avenants - Autorisation de signature
57	Marchés publics – Construction du bâtiment du pôle de santé à Mayenne – MAPA - Autorisation de signature des marchés de travaux
58	Vente aux enchères d'un tracteur élagueuse - Autorisation de signature
59	Déchets - Programme de prévention – Animations scolaires – Groupement d'achat
60	Mise en œuvre de la compétence « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » sur Mayenne Communauté – demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau
61	Convention entre Lassay et Mayenne Communauté – Intervention des services techniques
62	Environnement - Mise à disposition d'une partie du terrain de la déchetterie de Ricordeau
63	Déchets - Tarif de revente du compost
64	Culture - Dossier de subvention réserves du musée du château de Mayenne
65	Jeunesse - Organisation du service commun Ados'com – Tarifs
66	Jeunesse - Service commun Ados'com - Mise à disposition des locaux municipaux
67	Jeunesse - Ajustements des règles de mise à disposition des minibus du service commun Espace Jeunes
68	Développement touristique – Camping du Gué St Léonard - Signature de convention avec des commerçants ambulants
69	Développement touristique – Demande de remboursement
70	Ressources humaines – DRMP – création d'un poste de gestionnaire finances sur le cadre d'emploi d'adjoint administratif

71	Ressources humaines – DEJS – service des sports – création d'un poste d'agent de maintenance du centre aquatique
72	Ressources humaines – DAC – service médiathèque – création d'un contrat d'avenir
73	Ressources Humaines – DASS – service Gens du voyage – Création d'un poste d'adjoint technique de 2ème classe et suppression du poste d'adjoint technique de 1ère classe
74	Ressources Humaines – DST – service voirie – création d'un poste de technicien territorial
75	Culture - Système d'impressions et de photocopies du Grand Nord - Proposition tarifications
76	Culture - Règlement intérieur du musée
77	Jeunesse - Convention « Aid a dom » pour la micro-crèche
78	Environnement – SPANC - Adoption du rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif – Exercice 2015
79	Économie – Financement poste manager de commerce
80	Culture - SIVU – Convention CCMA
81	Développement culturel – Conservatoire de Musique et de Danse Ivan BELLOCQ – Tarification Année scolaire 2016/2017 – Modificatif
82	Contrat Territorial
83	Candidature à l'appel à projets « territoires à énergie positive pour la croissance verte »

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 30 juin 2016 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	47
Contre :	0
Pour :	47
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille seize, le vingt-quatre juin, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1^{er} Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2^{ème} Vice-Président*, M. MOLL, *3^{ème} Vice-Président*, Mme MORIN, *4^{ème} Vice-Présidente*, M. VALPREMIT, *6^{ème} Vice-Président*, M. RAILLARD, *7^{ème} Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8^{ème} Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9^{ème} Vice-Président*, M. BORDELET, *10^{ème} Vice-Président*, M. COISNON, *11^{ème} Vice-Président*, MM. FORET, SABRAN, JEUSSE, DELAHAYE, BOITTIN, NEVEU, SONNET, LAVANDIER, GARNIER, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. BRODIN, TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, THELIER, BODINIER, BAR, LANCIEN, Mmes LODE, BEUNEUX, ADAM, PELE, OLIVIER, CREUSIER, MM. FAUCON, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. POIRRIER donne pouvoir à M. JEUSSE
M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. ANGOT
M. LESAIN donne pouvoir à M. BOURGUIN
M. ORDRONNEAU donne pouvoir à Mme LODE
M. MORIN donne pouvoir à Mme BAR

Excusés :

M. LE SCORNET, *5^{ème} Vice-Président*, MM. GUIHERY, HEURTEBIZE, CHOUZY, Mme FOUBERT, M. BEAUJARD, Mme BELLON, M. DOYEN, Mme COUTURIER, MM. PAILLASSE, REBOURS

Mme FRANGEUL a été désignée secrétaire.

M. le Président : " Même s'il faut appliquer le règlement concernant les pouvoirs, je vous propose de ne pas appliquer la règle mais quand il y a un seul élu par commune, on doit recevoir un mot du suppléant qui dit qu'il ne peut pas venir avant de donner pouvoir à un autre élu de l'assemblée. C'est le règlement qui le prévoit. On en a débattu dans l'assemblée. Il y a deux pouvoirs ce soir qui pourraient être annulés mais je vous propose de les garder tout de même. Je rappelle les textes, c'est ce que nous avons décidé collectivement. Je le dis pour une prochaine fois.

Je tiens à apporter mon soutien à **M. VALPREMIT** qui a perdu sa maman. La cérémonie aura lieu demain. Nous te présentons nos plus sincères condoléances."

M. BOURGUIN : " Concernant les pouvoirs, pour une délibération comme celle concernant le PLUi ou le SCOT,

nous ne sommes pas dans la réglementation en acceptant les pouvoirs donnés aux suppléants."

M. le Président propose alors d'annuler les deux pouvoirs.

Le Conseil de Communauté annule les deux pouvoirs.

1 - Administration générale - Installation de Julien FAUCON

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. le Président expose :

Suite au décès d'Edgar RONCIN, il est procédé à son remplacement au sein du Conseil Communautaire.

Selon l'article L.273-10 du Code Electoral : " Lorsque le siège d'un conseiller communautaire devient vacant, pour quelque cause que ce soit, il est pourvu par le candidat de même sexe élu conseiller municipal ou conseiller d'arrondissement suivant sur la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire sur laquelle le conseiller à remplacer a été élu."

Le premier candidat de même sexe sur la liste des suppléants est Régis LAURENT. Celui-ci ne souhaitant pas siéger à la Communauté de Communes a également démissionné, il est proposé l'installation au sein du Conseil Communautaire de Julien FAUCON.

M. Julien FAUCON est installé au sein du Conseil de Mayenne Communauté.

2 - Budget général – Adoption du Compte de gestion 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Les comptes de gestion du comptable 2015 du budget principal sont présentés. Le compte de gestion permet de vérifier la conformité des écritures de l'ordonnateur et du comptable.

Il y a lieu de se prononcer sur l'adoption des comptes de gestion 2015 du budget général dont les résultats sont conformes au compte administratif.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve sans observations, ni réserves, les comptes de gestion du Trésorier de Mayenne sur le budget principal pour 2015.

3 - Budget général Communauté de communes du Pays de Mayenne – Adoption du Compte administratif 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Conformément à l'article L 2121-31 du CGCT - Code Général des Collectivités Territoriales, il vous est proposé d'arrêter les comptes de l'exercice précédent par le vote du compte administratif du budget principal.

L'article L 2121-14 du CGCT prévoit que "le conseil communautaire est présidé par le Président et, à défaut par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif est débattu, le conseil communautaire élit son Président de séance; Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion; mais il doit se retirer au moment du vote ".

Sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président de l'ancienne Communauté de Communes du Pays de Mayenne s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le compte administratif 2015 du budget général.

M. le Président : " Je vous remercie de votre confiance."

4 - Budget général Communauté de communes du Pays de Mayenne – Acquisitions et cessions 2015 – Bilan

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

L'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales est ainsi rédigé :

Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une collectivité de plus de 2 000 habitants par celle-ci ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil de communauté. Ce bilan est annexé au compte administratif de la communauté de communes.

Les opérations d'acquisitions et de cessions sont énumérées comme suit :

BILAN DES ACQUISITIONS 2015

Nature des biens	Identification cadastrale	Localisation	Cédant	Superficie	Prix Principal	N° mandat/date	Observations
Immeuble nu	YP 15	Lieu dit l'Huilerie à Mayenne	Etat	17 245 m ²	39 491,00 €	1496 du 31/07/15 Budget général	Acte du 17/04/15 Délib. Du 26/02/2015
Immeuble nu	BW 203 et 204 BW 206	Lieu dit la Mazure Mayenne	Ville de Mayenne	3 068 m ²	0,00 €		Acte du 01/10/15

BILAN DES CESSIONS 2015

Nature des biens	Identification cadastrale	Localisation	Acquéreur	Superficie	Prix Principal	N° titre/date	Observations
Parcelle de terrain	ZA 24 à 28	St Fraimbault de Prières	Etat	7 207 m ²	3 784,00 €	1 du 02/06/15 COULONGES	Acte du 16/03/15
Parcelle de terrain	D 2361 et D 2364	ZA Le Berry Martigné s/Mayenne	Société 2 G'nerations	4 681 m ²	54 151,07 €	2 du 17/07/15 BERRY	Acte du 01/06/15
Parcelle de terrain	BW 197 à 199	Bd F. Mitterrand Mayenne	Mr Savary André	390 m ²	468,00 €	1 du 06/11/15 HARAS	Acte du 15/09/15
Parcelle de terrain et bâtiment ancien	BW 196 BW 200	Rue du Terras Mayenne	Mr Launay Didier	1 805 m ²	46 222,44 €	2 du 06/11/15 HARAS	Acte du 20/10/15

Parcelle de terrain	BW 204	La Mazure Mayenne	Société MMN	1 340 m ²	25 309,92 €	609 du 30/09/15 BUDGET GENERAL	Acte du 26/03/015
---------------------	--------	-------------------	-------------	----------------------	-------------	-----------------------------------	-------------------

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- prend acte du bilan des acquisitions et cessions opérées par ou pour le compte de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne, au titre de l'année 2015 (budget général et budgets annexes)
- et stipule que les bilans en question seront annexés au compte administratif correspondant de l'exercice 2015.

5 - Budget général Communauté de communes du Pays de Mayenne – Affectation du résultat 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Au vu des résultats du Compte Administratif de l'exercice 2015, la section de fonctionnement présente un excédent de 4 749 793,09 €. Il convient de confirmer l'affectation du résultat dégagé à l'issue de l'exercice 2015 et qui a fait l'objet d'une reprise anticipée lors du vote du budget principal 2016 le 14 avril dernier.

En ce qui concerne la section d'investissement, elle fait apparaître un excédent de 440 937,71 €. Après prise en compte du solde des restes à réaliser de + 3 689 713,70 €, l'excédent de financement est porté à 4 130 651,41 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats 2015 en affectant l'excédent de fonctionnement comme suit :

- 440 937,71 € en recettes d'investissement (compte 001 sur l'exercice 2016),
- 4 749 793,09 € en recettes de fonctionnement (compte 002 sur l'exercice 2016).

6 - Budget annexe du parc d'activités des Haras - Communauté de communes du Pays de Mayenne – Adoption du Compte de gestion 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2015 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.

7 - Budget annexe du parc d'activités des Haras – Communauté de communes du Pays de Mayenne – Adoption du Compte administratif 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 120 983,61 €.

Elles concernent :

- Viabilisation parcelle pour vente Launay, limites de propriétés et les taxes foncières	1 964,46 €
- des écritures de stocks consistant dans la reprise du montant des encours constatés à l'issue de l'exercice 2013, c'est-à-dire le stock initial 2015	24 543,71 €
- reversement de l'excédent au budget principal	94 475,44 €

En ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, elles s'élèvent à 158 269,55 €.

Elles concernent :

- la vente de terrains à Mr Launay Didier et Mr Savary André	38 908,70 €
- des écritures de stocks correspondant au stock final de 2015 des terrains aménagés	24 885,41 €
- la reprise de l'excédent de 2014	94 475,44 €

La section de fonctionnement présente un excédent de 37 285,94 €.

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 25 319,80 €.

Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final de 2015 (contrepartie de la recette de fonctionnement)	24 885,41 €
- reversement de l'excédent au budget principal	434,39 €

Les recettes d'investissement s'élèvent à 24 978,10 €

Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock initial 2015 (contrepartie de la dépense de fonctionnement).	24 543,71 €
- de la reprise de l'excédent 2014	434,39 €

La section d'investissement présente donc un déficit de 341,70 €.

Dans le cadre des articles L 1612-12 et L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales et sous la Présidence de M. SOUTIF, Monsieur le Président de l'ancienne Communauté de Communes du Pays de Mayenne d'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le compte administratif 2015 du budget annexe des Haras.

8 - Budget annexe du parc d'activités des Haras – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Reprise du résultat de 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats 2015 :

- résultat excédentaire de la section de fonctionnement de 37 285,94 € au compte 002 sur l'exercice 2016,
- résultat déficitaire de la section d'investissement de 341,70 € au compte 001 sur l'exercice 2016

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.

9 - Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2015 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.

10 - Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 764 210,06 €.

Elles concernent :

- des taxes foncières	406,00 €
- des écritures de stocks consistant dans la reprise des encours constatés à l'issue de l'exercice 2014, c'est-à-dire le stock initial de 2015	763 804,06 €

En ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, elles s'élèvent à 720 995,15 €.

Il s'agit : .

- la vente à l'État	3 784,00 €
- les écritures de stocks correspondant au stock final de 2015 des terrains aménagés	717 211,15 €

La section de fonctionnement est présente un déficit de 43 214,91 € .

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 717 614,16 €.

Elles concernent :

- les écritures de stocks correspondant au stock final de 2015 (contrepartie de la recette de fonctionnement)	717 211,15 €
- la reprise du déficit de 2014	403,01 €

Les recettes d'investissement d'un montant global de 764 207,07 €.

Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock initial 2015 (contrepartie de la dépense de fonctionnement).	763 804,06 €
- de la prise en charge du déficit par le budget général	403,01 €

La section d'investissement présente un excédent de 46 592,91 €.

Dans le cadre des articles L 1612-12 et L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales et sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président de l'ancienne Communauté de Communes du Pays de Mayenne s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le compte administratif 2015 du budget annexe de Coulonges.

11 - Budget annexe du parc d'activités de Coulonges – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Reprise du résultat de 2015
--

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats 2015 :

- résultat déficitaire de la section de fonctionnement de 43 214,91 € au compte 002 sur l'exercice 2016,
- résultat excédentaire de la section d'investissement de 46 592,91 € au compte 001 sur l'exercice 2016

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.

12 - Budget annexe du parc d'activités du Berry – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2015 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.

13 - Budget annexe du parc d'activités du Berry – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 441 178,46 €.

Elles concernent :

- les écritures de stocks consistant dans la reprise des encours à l'issue de l'exercice 2014, c'est-à-dire le stock initial de 2015	299 928,76 €
- les travaux de viabilisation et des taxes foncières	11 516,00 €
- la reprise du déficit de 2014	129 733,70 €

En ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, elles s'élèvent à 399 635,64 €.

Il s'agit :

- de la vente de terrain à la SCI 2 G'nérations	46 811,07 €
- des écritures de stocks correspondant au stock final de 2015 des terrains aménagés	223 090,87 €
- de la prise en charge du déficit par le budget général	129 733,70 €

La section de fonctionnement présente un déficit de 41 542,82 €.

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 442 330,46 €.

Elles retracent :

- les écritures de stocks correspondant au stock final de 2015 (contrepartie de la recette de fonctionnement)	223 090,87 €
- le reversement de l'excédent au budget principal	219 239,59 €

Les recettes d'investissement d'un montant de 519 168,35 €.

Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock initial 2015 (contrepartie de la dépense de fonctionnement).	299 928,76 €
- de la reprise de l'excédent 2014	219 239,59 €

La section d'investissement présente donc un excédent de financement de 76 837,89 €.

Dans le cadre des articles L 1612-12 et L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales et sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président de l'ancienne Communauté de Communes du Pays de Mayenne d'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le compte administratif 2015 du budget annexe du Berry.

14 - Budget annexe du parc d'activités du Berry – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Reprise du résultat 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats de 2015 :

- résultat déficitaire de la section de fonctionnement de 41 542,82 € au compte 002 sur l'exercice 2016,
- résultat excédentaire de la section d'investissement de 76 837,89 € au compte 001 sur l'exercice 2016.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.

15 - Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2015 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.

16 - Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 574 448,13 €.

Elles concernent :

- | | |
|---|--------------|
| - les écritures de stocks consistant dans la reprise des encours constatés à l'issue de l'exercice 2014 c'est-à-dire le stock initial de 2015 | 514 869,40 € |
| - les charges courantes | 17,58 € |
| - la reprise du déficit de 2014 | 59 561,15 € |

En ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, elles s'élèvent à 574 448,13 €.

Il s'agit :

- | | |
|---|--------------|
| - des écritures de stocks correspondant au stock final 2015 des terrains aménagés | 514 886,98 € |
| - de la prise en charge du déficit par le budget général | 59 561,15 € |

La section de fonctionnement est en équilibre.

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 706 638,73 €, il s'agit :

- | | |
|---|--------------|
| - des écritures de stocks correspondant au stock final de 2015 (contrepartie de la recette de fonctionnement) | 514 886,98 € |
| - du reversement de l'excédent au budget principal | 191 751,75 € |

Les recettes d'investissement d'un montant de 706 621,15 €.

Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock initial 2015 (contrepartie de la dépense de fonctionnement).	514 869,40 €
- de la reprise de l'excédent 2014	191 751,75 €

La section d'investissement présente un déficit de financement de 17,58 €.

Dans le cadre des articles L 1612-12 et L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales et sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président de l'ancienne Communauté de Communes du Pays de Mayenne s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le compte administratif 2015 du budget annexe de Poirsac 3.

17 - Budget annexe du parc d'activités de Poirsac III – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Reprise du résultat 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat de 2015 déficitaire de la section d'investissement de 17,58 € au compte 001 sur l'exercice 2016.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.

18 - Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2015 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.

19 - Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 225 912,36 €.

Elles concernent :

- des écritures de stocks consistant dans la reprise des encours à l'issue de l'exercice 2014, c'est-à-dire le stock initial de 2015	225 729,20 €
- des taxes foncières	183,16 €

Les recettes de la section de fonctionnement s'élèvent à 225 912,23 €.

Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final 2015 des terrains aménagés	219 382,23 €
- du fonds concours de la commune de Parigné sur Braye	6 530,00 €

La section de fonctionnement présente un déficit de 0,13 €.

Les dépenses de la section d'investissement s'élevant à 250 954,01 € concernent :

- les écritures de stocks correspondant au stock final de 2015 (contrepartie de la recette de fonctionnement)	219 382,23 €
- la reprise du déficit de 2014	31 571,78 €

Les recettes d'investissement d'un montant de 257 300,98 €.

Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock initial 2015 (contrepartie de la dépense de fonctionnement).	225 729,20 €
- de la prise en charge du déficit par le budget général	31 571,78 €

La section d'investissement présente donc un excédent de financement de 6 346,97 €.

Dans le cadre des articles L 1612-12 et L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales et sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président de l'ancienne Communauté de Communes du Pays de Mayenne d'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le compte administratif 2015 du budget annexe de Montrieux.

20 - Budget annexe du parc d'activités de Montrieux – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Reprise du résultat 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats de 2015 :

- résultat déficitaire de la section de fonctionnement de 0,13 € au compte 002 sur l'exercice 2016,
- résultat excédentaire de la section d'investissement de 6 346,97 € au compte 001 sur l'exercice 2016.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.

21 - Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2015 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.

22 - Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 926 742,68€.

Elles concernent :

- les écritures de stocks consistant dans la reprise des encours à l'issue de l'exercice 2014, c'est-à-dire le stock initial de 2015	918 071,63 €
- les travaux de viabilisation et des taxes foncières	8 671,05 €

En ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, elles s'élèvent à 926 742,68 €.

Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final 2015 des terrains aménagés	926 742,68 €
---	--------------

La section de fonctionnement est en équilibre.

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 926 933,68 €.

Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final de 2015 (contrepartie de la recette de fonctionnement)	926 742,68 €
- de la reprise du déficit de 2014	191,00 €

Les recettes d'investissement d'un montant de 918 262,63 €.

Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock initial 2015 (contrepartie de la dépense de fonctionnement).	918 071,63 €
- de la prise en charge du déficit par le budget général	191,00 €

La section d'investissement présente donc un besoin de financement de 8 671,05 €.

Dans le cadre des articles L 1612-12 et L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales et sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président de l'ancienne Communauté de Communes du Pays de Mayenne s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le compte administratif 2015 du budget annexe de La Lande.

23 - Budget annexe du parc d'activités de La Lande – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Reprise du résultat 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat déficitaire de 2015 de la section d'investissement de 8 671,05 € au compte 001 sur l'exercice 2016.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.

24 - Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2014 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.

25 - Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 594 342,66 €.

Elles concernent :

- les taxes foncières	247,00 €
- les écritures de stocks consistant dans la reprise des encours à l'issue de l'exercice 2014, c'est-à-dire le stock initial de 2015	594 095,66 €

En ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, elles s'élèvent à 594 342,66 €.

Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final 2015 des terrains aménagés	594 342,66 €
---	--------------

La section de fonctionnement est en équilibre

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 594 599,66 €

Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final de 2015 (contrepartie de la recette de fonctionnement)	594 342,66 €
- de la reprise du déficit de 2014	257,00 €

Les recettes d'investissement s'élèvent à 594 352,66 €

Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock initial 2015 (contrepartie de la dépense de fonctionnement).	594 095,66 €
- de la prise en charge du déficit par le budget général	257,00 €

La section d'investissement présente donc un besoin de financement de 247,00 €.

Dans le cadre des articles L 1612-12 et L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales et sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président de l'ancienne Communauté de Communes du Pays de Mayenne s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le compte administratif 2015 du budget annexe de l'Orgerie.

26 - Budget annexe du parc d'activités de l'Orgerie – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Reprise du résultat 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat déficitaire de 2015 de la section d'investissement de 247,00 € au compte 001 sur l'exercice 2016.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.

27 - Budget annexe de la Z.A Développement Durable – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2015 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.

28 - Budget annexe de la ZA Développement Durable – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 487 016,64€.

Elles concernent :

- les taxes foncières et des études	1 401,00 €
- les écritures de stocks consistant dans la reprise des encours à l'issue de l'exercice 2014, c'est-à-dire le stock initial de 2015	485 615,64 €

En ce qui concerne les recettes de la section de fonctionnement, elles s'élèvent à 487 016,64 €.

Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final 2015 des terrains aménagés	487 016,64 €
---	--------------

La section de fonctionnement est en équilibre.

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 692 043,64 €.

Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock final de 2015 (contrepartie de la recette de fonctionnement)	487 016,64 €
- du reversement de l'excédent au budget principal	205 027,00 €

Les recettes d'investissement s'élèvent à 690 642,64 €

Il s'agit :

- des écritures de stocks correspondant au stock initial 2015 (contrepartie de la dépense de fonctionnement).	485 615,64 €
- de la reprise de l'excédent 2014	205 027,00 €

La section d'investissement présente donc un déficit de 1 401,00 €.

Dans le cadre des articles L 1612-12 et L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales et sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président de l'ancienne Communauté de Communes du Pays de Mayenne s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le compte administratif 2015 du budget annexe de la ZA Développement Durable.

29 - Budget annexe de la ZA Développement Durable – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Reprise du résultat 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat déficitaire de 2015 de la section d'investissement de 1 401,00 € au compte 001 sur l'exercice 2016.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.

30 - Budget annexe du SPANC – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2015 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.

31 - Budget annexe du SPANC – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Dans le cadre des articles L 1612-12 et L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales et sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le compte administratif 2015 du budget annexe du SPANC.

32 - Budget annexe du SPANC – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Affectation du résultat 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat excédentaire de 2015 :

- de la section de fonctionnement de 1 779,86 € au compte 002 sur l'exercice 2016.
- de la section d'investissement de 7 224,74 € au compte 001 sur l'exercice 2016.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.

33 - Budget annexe Prestations de services – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2015 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.

34 - Budget annexe Prestations de services – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Dans le cadre des articles L 1612-12 et L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales et sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président de l'ancienne Communauté de Communes du Pays

de Mayenne s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le compte administratif 2015 du budget annexe Prestations de services.

35 - Budget annexe Prestations de service – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Affectation du résultat 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Au vu des résultats du Compte Administratif de l'exercice 2015, la section de fonctionnement présente un excédent de 189 195,33 €. Il convient de confirmer l'affectation du résultat dégagé à l'issue de l'exercice 2015 et qui a fait l'objet d'une reprise anticipée lors du vote du budget annexe 2016 le 14 avril dernier.

En ce qui concerne la section d'investissement, elle fait apparaître un excédent de 33 643,58 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats 2015 comme suit :

- 33 643,58 € en recettes d'investissement (compte 001 sur l'exercice 2016) ,***
- 189 195,33 € en recettes de fonctionnement (compte 002 sur l'exercice 2016).***

36 - Budget annexe Redevance Incitative – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte de gestion 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2015 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.

37 - Budget annexe Redevance Incitative – Communauté de communes du Pays de Mayenne - Adoption du Compte administratif 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Dans le cadre des articles L 1612-12 et L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales et sous la Présidence de Monsieur SOUTIF, Monsieur le Président de l'ancienne Communauté de Communes du Pays de Mayenne s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le compte administratif 2015 du budget annexe Redevance Incitative.

38 - Budget annexe Redevance Incitative - Communauté de communes du Pays de Mayenne – Affectation du résultat 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats excédentaires de 2015 :

- de la section d'investissement de 714 931,06 € au compte 001 sur l'exercice 2016***
- de la section de fonctionnement de 154 476,14 € au compte 002 sur l'exercice 2016.***

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.

39 - Budget général Communauté de communes Le Horps Lassay – Adoption du Compte de gestion 2015
Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. SOUTIF expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2015 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.

40 - Budget général Communauté de communes Le Horps Lassay – Adoption du Compte administratif 2015
Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. ANGOT expose :

Conformément à l'article L 2121-31 du CGCT - Code Général des Collectivités Territoriales, il vous est proposé d'arrêter les comptes de l'exercice précédent par le vote du compte administratif du budget principal.

L'article L 2121-14 du CGCT prévoit que "le conseil communautaire est présidé par le Président et, à défaut par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif est débattu, le conseil communautaire élit son Président de séance; Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion; mais il doit se retirer au moment du vote".

Sous la Présidence de Monsieur ANGOT, Monsieur le Président de l'ancienne Communauté de Communes du Horps Lassay s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve sans observations, ni réserves, les comptes de gestion du Trésorier de Mayenne sur le budget principal pour 2015.

41 - Budget général Communauté de communes Le Horps Lassay – Affectation du résultat
Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. SOUTIF expose :

Au vu des résultats du Compte Administratif de l'exercice 2015, la section de fonctionnement présente un excédent de 374 613,78 €. Il convient de confirmer l'affectation du résultat dégagé à l'issue de l'exercice 2015 et qui a fait l'objet d'une reprise anticipée lors du vote du budget principal 2016 le 14 avril dernier.

En ce qui concerne la section d'investissement, elle fait apparaître un excédent de 40 919,16 €. Après prise en compte du solde des restes à réaliser de + 142 698,33 €, l'excédent de financement est porté à 183 617,49 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats 2015 en affectant l'excédent de fonctionnement comme suit :

- ***40 919,16 € en recettes d'investissement (compte 001 sur l'exercice 2016),***
- ***374 613,78 € en recettes de fonctionnement (compte 002 sur l'exercice 2016).***

42 - Budget annexe du SPANC Le Horps Lassay – Adoption du Compte de gestion 2015
Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. SOUTIF expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2015 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.

43 - Budget annexe du SPANC Le Horps Lassay – Adoption du Compte administratif 2015
Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. SOUTIF expose :

Sous la Présidence de Monsieur ANGOT, Monsieur le Président de l'ancienne Communauté de Communes du Horps Lassay s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve sans observations, ni réserves, les comptes de gestion du Trésorier de Mayenne sur le budget annexe du SPANC Le Horps Lassay pour 2015.

44 - Budget annexe du SPANC Le Horps Lassay – Affectation du résultat 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. SOUTIF expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre le résultat excédentaire de 2015 de la section de fonctionnement de 51 662,37 € au compte 002 sur l'exercice 2016.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.

45 - Budget annexe Ordures Ménagères Déchets Le Horps Lassay – Adoption du Compte de gestion 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. SOUTIF expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le compte de gestion 2015 présenté par le comptable et conforme au compte administratif.

46 - Budget annexe Ordures Ménagères Déchets Le Horps Lassay – Adoption du Compte administratif

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. SOUTIF expose :

Sous la Présidence de Monsieur ANGOT, Monsieur le Président de l'ancienne Communauté de Communes du Horps Lassay s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve sans observations, ni réserves, les comptes de gestion du Trésorier de Mayenne sur le budget annexe Ordures Ménagères Déchets Le Horps Lassay pour 2015.

47 - Budget annexe Ordures Ménagères Déchets Le Horps Lassay – Affectation du résultat 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. SOUTIF expose :

Au vu des résultats arrêtés lors du vote du compte administratif, il convient de reprendre les résultats de 2015 :

- résultat déficitaire de la section d'investissement de 11 245,22 € au compte 001 sur l'exercice 2016
- résultat excédentaire de la section de fonctionnement de 152 513,53 € au compte 002 sur l'exercice 2016.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise anticipée des résultats.

48 - Finances – répartition du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) pour l'année 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 juillet 2016

M. SOUTIF expose :

VU les articles L 2336-1 à L 2336-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la préparation de la fusion en 2015 et le contexte financier de Mayenne Communauté, qui ont abouti notamment à la préconisation de ne plus allouer de dotation de solidarité communautaire (DSC) mais plutôt de répartir le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC),

La loi de finances pour 2012 a créé le FPIC. Ce mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal consiste à prélever une fraction des ressources fiscales de certains territoires pour la reverser à des territoires moins favorisés.

La notion de territoire recouvre la prise en compte des Communes et de l'EPCI pour en mesurer la richesse avec le potentiel financier agrégé (agrégation de la richesse de l'EPCI et de ses Communes membres).

Ainsi, certains territoires pourront seulement contribuer au FPIC, d'autres pourront seulement être bénéficiaires et d'autres être à la fois contributeurs et bénéficiaires.

Pour le FPIC de 2016, Mayenne Communauté et les Communes membres ont reçu le 2 juin la notification comportant les informations suivantes:

montant prélevé sur l'ensemble intercommunal : 0 €

montant reversé à l'ensemble intercommunal : 1 057 810 €

soit un solde bénéficiaire de 1 057 810 € pour le territoire de Mayenne Communauté

La loi propose 3 choix pour la répartition de l'attribution du FPIC entre l'EPCI et les Communes membres :

1) Répartition de droit commun

Elle s'applique de plein droit sauf si une délibération prise dans le cadre des 2 régimes dérogatoires suivants est prise dans un délai de 2 mois suivant la notification de la Préfecture.

Le droit commun prévoit un premier niveau de répartition entre l'EPCI et l'ensemble des Communes membres au prorata de son coefficient d'intégration fiscale (CIF).

Le second niveau de répartition entre les Communes se fait en fonction de l'insuffisance du potentiel financier par habitant des Communes.

Cette répartition pour Mayenne Communauté et ses Communes membres a été transmise par la Préfecture lors de la notification du FPIC.

Ce choix ne nécessite pas de délibération du conseil communautaire de Mayenne Communauté.

2) Répartition dérogatoire N°1 dite « encadrée » qui requiert une délibération du conseil communautaire à la majorité des 2/3 dans un délai de 2 mois à compter de la notification

Cette répartition « encadrée » prévoit un premier niveau de répartition libre entre l'EPCI et l'ensemble des Communes membres à condition qu'elle ne s'écarte pas de plus de 30 % du montant issu du droit commun.

Le second niveau de répartition entre les Communes est établi en fonction au minimum de 3 critères obligatoires :

- la population de chaque Commune,
- l'écart entre le potentiel fiscal ou financier par habitant ou l'insuffisance du potentiel fiscal ou financier de chaque Commune par rapport au potentiel fiscal ou financier moyen par habitant sur le territoire de l'EPCI,
- l'écart entre le revenu par habitant de chaque Commune par rapport au revenu moyen par habitant sur le territoire de l'EPCI.

Pour ce second niveau de répartition, d'autres critères de ressources ou de charges déterminés par l'EPCI peuvent être ajoutés.

Les pondérations de chacun des critères sont décidées par le conseil communautaire.

La répartition issue de ce régime dérogatoire N°1 ne peut pas aboutir à minorer de plus de 30 % l'attribution d'une Commune par rapport à celle calculée selon les règles de droit commun et à majorer de plus de 30 % la contribution d'une Commune par rapport à celle calculée selon les règles de droit.

3) Répartition dérogatoire N°2 dite « libre » qui requiert :

soit une délibération du conseil communautaire à l'unanimité dans un délai de 2 mois à compter de la notification,
soit une délibération du conseil communautaire à la majorité des 2/3 des suffrages exprimés dans un délai de 2 mois à compter de la notification ET l'accord de tous les conseils municipaux dans un délai de 2 mois suivant la

notification de la délibération de l'EPCI. A défaut de délibération dans ce délai, ils sont réputés l'avoir approuvée.

La répartition dérogatoire N°2 se fait librement d'une part, entre l'EPCI et ses Communes membres puis d'autre part, entre les Communes selon des critères librement fixés.

Sur proposition de la commission des finances et avis favorable du Bureau réuni le 21 juin, il est proposé d'utiliser la répartition dérogatoire N°2 dite « libre ». pour répartir le FPIC de 2016.

1) En ce qui concerne le premier niveau de répartition de la somme de 1 057 810 € entre la part revenant à MC et la part revenant à l'ensemble des 33 Communes, il est proposé d'effectuer la répartition selon le droit commun en fonction du coefficient d'intégration fiscale (CIF) :

Part Mayenne Communauté	Part 33 Communes	Total FPIC 2016
327 271	730 539	1 057 810

2) En ce qui concerne le second niveau de répartition de la somme de 730 539 € entre les Communes, il est proposé de définir un scénario qui s'appuie sur la répartition de droit commun et dont l'objectif est de corriger les effets sur les 5 Communes les plus pénalisées au regard de la dotation de solidarité communautaire (DSC) perçue par les Communes en 2015.

En effet, en comparant les montants de DSC 2015 et les montants de FPIC 2016 obtenus avec la répartition de droit commun, on constate que 21 Communes sur 33 subissent une baisse plus ou moins importante. Les 5 Communes les plus fortement impactées subissent une perte allant de 41 % jusqu'à 62 %.

En conséquence, le scénario proposé vise à effectuer une péréquation horizontale entre les 33 Communes afin d'instaurer une solidarité entre elles.

La méthode consiste à prélever une contribution de solidarité de 2,26 % sur toutes les Communes afin de constituer un fonds de 16 498 € qui sera redistribué aux 5 Communes qui subissent une très forte baisse dans le cadre de la répartition de droit commun.

Communes CCHL	FPIC 2016 Répartition de droit commun	Contribution de solidarité de 2,26 %	Restitution de l'enveloppe solidarité	FPIC 2016 régime dérogatoire » libre « solidaire
CHAMPEON	16 149	365		15 784
LA CHAPELLE	13 597	307		13 290
CHARCHIGNE	7 941	179		7 762
HARDANGES	6 194	140		6 054
LE HORPS	20 579	465		20 114
LE HOUSSEAU	10 945	247		10 698
LASSAY	48 969	1 107		47 862
MONTREUIL	9 661	218		9 443
RENNES EN G	3 508	79		3 429
LE RIBAY	12 283	278		12 005
SAINT JULIEN	9 943	225		9 718
SAINTE MARIE	8 313	188		8 125
THUBOUEUF	10 476	237		10 239
TOTAL	178 558	4 035		174 523

Communes CCPM	FPIC 2016 Répartition de droit commun	Contribution de solidarité de 2,26 %	Restitution de l'enveloppe solidarité	FPIC 2016 régime dérogatoire » libre » solidaire
ALEXAIN	16 643	376		16 267
ARON	37 716	852		36 864
BELGEARD	14 839	335		14 504
COMMER	29 473	666		28 807
CONTEST	22 359	505		21 854
GRAZAY	15 860	358		15 502
JUBLAINS	15 110	341		14 769
LA BAZOGE	25 229	570		24 659
LA HAIE	10 508	237	3 152	13 423
MARCILLE	14 557	329	4 367	18 595
MARTIGNE	26 124	590		25 534
MAYENNE	179 817	4 064		175 753
MOULAY	18 333	414		17 919
PARIGNE	18 384	415		17 969
PLACE	7 822	177	2 347	9 992
SACE	12 793	289	3 838	16 342
ST BAUELLE	30 025	679		29 346
ST FRAIMBAULT	21 503	486		21 017
ST GERMAIN	9 314	210	2 794	11 898
ST GEORGES	25 572	578		24 994
TOTAL	551 981	12 475	16 498	556 004
Mayenne Communauté	730 539	16 510	16 498	730 527

En appliquant ce scénario de solidarité entre les Communes, les montants suivants seraient alloués aux 33 Communes :

Communes CCHL	FPIC 2016 - Répartition dérogatoire N°2 « libre » : solidarité entre les Communes	Communes CCPM	FPIC 2016 - Répartition dérogatoire N°2 « libre » : solidarité entre les Communes
CHAMPEON	15 784	ALEXAIN	16 267
LA CHAPELLE	13 290	ARON	36 864
CHARCHIGNE	7 762	BELGEARD	14 504
HARDANGES	6 054	COMMER	28 807
LE HORPS	20 114	CONTEST	21 854
LE HOUSSEAU	10 698	GRAZAY	15 502
LASSAY	47 862	JUBLAINS	14 769
MONTREUIL	9 443	LA BAZOGE	24 659
RENNES EN G	3 429	LA HAIE	13 423
LE RIBAY	12 005	MARCILLE	18 595
SAINT JULIEN	9 718	MARTIGNE	25 534
SAINTE MARIE	8 125	MAYENNE	175 753
THUBOEUF	10 239	MOULAY	17 919
TOTAL	174 523	PARIGNE	17 969
		PLACE	9 992
		SACE	16 342
		ST BAUELLE	29 346
		ST FRAIMBAULT	21 017
		ST GERMAIN	11 898
		ST GEORGES	24 994
		TOTAL	556 004

Il est rappelé que l'adoption de ces propositions relevant de la répartition dérogatoire N°2 dite « libre » nécessite une délibération du conseil communautaire soit à l'unanimité le 30 juin, soit une délibération du conseil communautaire à la majorité des 2/3 des suffrages exprimés le 30 juin ET l'accord de tous les conseils municipaux dans un délai de 2 mois suivant la notification de la délibération de Mayenne Communauté. A défaut de délibération dans ce délai, les conseils municipaux sont réputés avoir approuvé la délibération de Mayenne Communauté.

En cas de non adoption des propositions selon les conditions évoquées ci-dessus, la répartition de droit commun notifiée par la Préfecture s'appliquera.

A l'issue des débats et afin d'instaurer un consensus, le Président propose de ponctionner sur la part de Mayenne Communauté les 16 498 € en faveur des 5 communes les plus défavorisées par cette répartition du FPIC.

M. DELAHAYE : " Avant toute chose, j'ai informé Grégory HEURTEBIZE que son pouvoir ne pourrait pas être exercé ce soir, chose qu'il regrette car il m'avait donné pouvoir pour s'exprimer sur certains sujets et que pour une fois on s'inquiétait de savoir s'il y avait des pouvoirs."

M. BOURGUIN : " Je ne pensais même pas à la délibération concernant le FPIC. Si on acceptait la proposition du Président de garder les pouvoirs, on prenait un risque juridique, notamment pour une délibération comme celle du PLUi. Quand on veut annuler un PLUi, on ne cherche pas sur le fonds mais sur la forme. Je ne veux pas qu'on tombe dans la paranoïa."

M. le Président : " Le PLU de Mayenne a été annulé car dans la délibération, on n'était pas assez précis concernant nos motivations."

M. BOURGUIN : " En plus, c'était une délibération préparée par les services de l'Etat à l'époque."

M. DELAHAYE : " Pour reprendre les propos introductifs de M. SOUTIF concernant le FPIC et le fait qu'avant on ne pouvait pas revoir les critères, je ne suis pas forcément d'accord. Un autre point que j'ai relevé est qu'il est normal que la Communauté garde tout le FPIC pour ses projets, là je ne partage pas du tout cet avis. N'agissant pas pour ma part comme un dictateur dans ma commune, si je prends une décision ici, ce n'est pas forcément celle de mon conseil municipal car je respecte leurs idées."

En 2014, j'avais exprimé mon fort désaccord sur les critères de répartition de la DSC pour plusieurs raisons développées ci-dessous. C'est un mail que j'ai envoyé à l'ensemble des élus car ça fait deux années que je conteste et ça fait deux années qu'on retombe dans le même schéma. Dans les critères que je contestais il y avait notamment :

- Tout d'abord, si la prise en compte des longueurs de voirie semble très juste à prendre en compte, une quote part de seulement 5% de l'enveloppe semblait dérisoire au regard des charges que ce poste représente, et, particulièrement dans les communes de grandes surfaces à caractère rural (31 200€ en 2015 à répartir entre 20 communes pour la voirie).

- Ensuite, la prise en compte de l'effort fiscal à hauteur de 5 % me paraît lui aussi un critère très faiblement valorisé. En effet, si une commune pauvre se sert du levier fiscal, on peut certainement ici reconnaître qu'un effort certain est déjà réalisé. Une aide plus conséquente peut sans doute être accordée dans ce cas car cette pression fiscale doit aussi rester supportable pour les populations.

- De plus, le critère enfants 3/16 ans pèse 15 %, cela peut se justifier du fait des investissements liés à la jeunesse dans une commune mais amène à défavoriser les communes privées d'école que les populations jeunes pourraient fuir.

Mme MORIN : " Je ne suis pas d'accord avec toi car on peut attirer la jeunesse et on a des charges en moins."

M. DELAHAYE : " Oui on a des charges en moins mais on n'attire pas la jeunesse."

Mme MORIN : " Oui mais tu sais bien que pour ouvrir une école, il faut au moins 45 enfants."

M. DELAHAYE : " C'est un point de débat, tout est discutable."

- En outre, le critère lié aux logements sociaux peut s'avérer utile, mais valorisé à hauteur de 15 % quand on sait

qu'une commune capte plus de 90 % des logements sociaux cela représente une enveloppe très conséquente (enveloppe 2015 de 93 600€). A noter aussi que la source qui sert la base de calcul est aussi à revoir. Pour exemple, la commune de Commer, bénéficiait d'un seul logement déclaré comme tel pour ce fonds, alors que la Préfecture en trouvait 13 et qu'après vérification nous en aurions 10....

Ce qui me gêne c'est qu'on partage la voirie à hauteur de 31 200 € pour 20 communes et que pour le logement social à hauteur de 15 %, 93 600 € est partagé et revient à plus de 90 % à une seule commune. C'est une situation un peu ambiguë.

- Enfin, concernant l'un des deux critères obligatoire qu'est la population INSEE, sa valorisation à hauteur de 40 % pour une enveloppe de 249 600 € en 2015 va tout simplement au détriment des plus petites communes. Augmenter le % attribué au Potentiel Fiscal (l'autre critère obligatoire en 2015) aurait permis de gommer cet effet néfaste au plus petits d'entre nous.

Voilà les différents points que j'avais noté en 2014 et on m'avait dit que ça serait revu. En 2015, ça n'a pas été revu et j'avais prévenu que c'était la dernière fois qu'on me le faisait avaler. En 2016, on a eu une commission finances et j'étais très content car on a discuté de nouveaux critères. Lors de la deuxième commission qui était la veille du bureau, on a eu tout le travail mâché, les services ont bien travaillé et résultat des courses, on avait la proposition qui nous arrive ici. J'estime pour ma part que quand ça fait 2 ans qu'on réclame quelque chose et qu'il ne se passe rien, je ne vais pas dire à chaque fois que je suis content. Si je reprends les anciens critères, la ville centre gagne 31 fois le gain de Commer, 35 fois celui d'Aron, de la Bazoge et 47 fois celui de St Baudelle. Je suis un peu surpris qu'on valide ça.

M. le Président : " Vous voulez mon logement social ? "

M. DELAHAYE : " Oui mais est-ce que la solidarité ce n'est que du logement social ? On touche aussi de la DSU quand on a du logement social. "

M. le Président : " Où voulez-vous en venir ? "

M. DELAHAYE : " Que les critères ne sont pas efficaces pour les petites communes. "

M. BOURGUIN : " On ne va plus s'y retrouver. Dans l'ancien mandat, c'est la commission finances qui a mis en place les critères. On avait l'ambition de faire de la solidarité mais en tenant des critères de charge. On avait aussi discuté des conventions entre collectivités et avec les charges qui pouvaient être supportées par les communes ou pas. Tout ce que je vous dis est sur le site extranet de la Communauté de Communes, dans l'onglet "archives". En mai, juin et septembre 2012, vous avez tous les comptes-rendus. Vous y verrez à la fois les critères mais aussi l'esprit dans lequel on travaillait. Effectivement, les critères peuvent être discutés. On avait l'ambition de choisir des critères pas toujours très justes mais qui étaient exploitables. Ce n'est pas à la Communauté de Communes de régler entièrement le problème des voiries des collectivités. C'est déjà pris en compte dans la dotation forfaitaire des communes. C'est bien, par exemple, pour les communes qui ont des forêts sur leur territoire. Je rappelle qu'il y a une dotation de base, en fonction du nombre d'habitants, une part proportionnelle à la superficie en fonction des écarts de la commune, c'est ça qui va prendre en compte effectivement la voirie, une part compensation de la part salaire et un complément de garantie. Concernant les écoles, je prends l'exemple de la commune de Parigné. Elle n'a pas d'école mais il y a des enfants et elle paye des frais de scolarité à Mayenne. Donc, il était normal que ce soit pris en compte. L'effort fiscal c'est un peu l'effet inverse. On s'était dit qu'il fallait peut être un peu pénaliser les communes qui ne levaient pas l'impôt. C'était un symbole qui était envoyé. On ne pouvait pas demander de la solidarité si soi-même on ne levait pas son produit fiscal. C'était ça qui était pris en compte. On avait vraiment cette envie de ne pas monter une usine à gaz et d'avoir des données fiables. Il y a aussi des critères obligatoires. Mais on est arrivé sans rien et on a travaillé ensemble sur des critères. Par exemple, on a créé le critère éloignement. L'éloignement fait que la commune doit assurer des compensations par rapport au service de proximité. Par exemple, il doit y avoir moins d'habitants de Placé qui vont au Grand Nord que d'habitants de Moulay et ça paraît logique. C'est aussi des choses qu'il va falloir travailler dans le cadre de la nouvelle dotation de solidarité. Je veux saluer le travail qui a été fait à l'époque. Pour juger les choses, c'est comme l'histoire, il faut se remettre dans le contexte. "

M. BRODIN : " Je n'étais pas présent mais il s'avère que ces critères ont été mis en place. Mais les choses évoluent et ces critères ne sont plus applicables avec la fusion. Donc, il faut peut être avancer et regarder ce qu'on va faire à l'avenir. Le maître mot est la solidarité. "

Mme GONTIER : " J'étais dans la commission finances en 2012 et Placé a bénéficié du critère éloignement. Je suis

très ravie de ce qui s'était passé. Quand je vois ce qui se passe aujourd'hui et que ça diminue de 62 % pour nous, là je suis un peu en colère. Comment voulez-vous accepter une diminution de 62 % d'une dotation ?"

M. SOUTIF : " La proposition c'est de diminuer de 50 % au lieu de 62 %. Après ce n'est pas satisfaisant mais c'est moindre. J'ai analysé en détail le mail de Mickaël. On avait quand même la volonté de corriger les écarts les plus significatifs et qui nous paraissaient les plus injustes. Ton mail est arrivé deux jours avant le conseil, sachant qu'il y a des commissions qui ont travaillé dessus."

M. DELAHAYE : " On a bien eu une commission finances, la veille du bureau. Ce n'est pas plus court en délais ça ? "

M. SOUTIF : " Les convocations sont envoyées le vendredi. Si le vendredi on avait eu une proposition complémentaire, on aurait pu travailler dessus. Ta proposition me semble irréaliste et irresponsable dans le sens où on a bien dit dans le cadre du DOB qu'on a besoin de 700 000 € l'an prochain. On a budgété 192 000 € cette année, on ne peut pas s'en priver cette année. Ici dans la proposition, il ne reste plus rien à la Communauté de Communes."

M. DELAHAYE : " Non, je n'ai pas eu le temps de finir mon développement. Vous faites les conclusions avant, c'est merveilleux."

Pour répondre à Guy, sur deux points. A Commer, j'ai l'impression que la DGF a fondu. Je ne sais pas si c'est le cas partout. Concernant l'effort fiscal c'était un critère obligatoire et je regrettais qu'il ne soit qu'à la hauteur de 5 %.

Donc comme je n'étais pas satisfait de la proposition et comme j'ai le souhait de faire autre chose que de contester, je vous ai fait une nouvelle proposition. Toutes les communes y gagnent et de manière conséquente (exemple : Thuboeuf 9500 €, avec proposition du bureau 10 000 € et avec ma proposition 19 000 €). A Thuboeuf, on n'est peut être pas à 9 000 € près. On nous disait qu'on n'était pas sûrs d'avoir le FPIC et finalement on l'a donc c'est une bonne nouvelle. Comme toute bonne nouvelle se partage, il y a deux parts : 700 000 € de la part des communes et 300 000 € de la part communautaire. Le but c'est de profiter de cette enveloppe communautaire pour partager vers les communes de manière très équitable."

M. SOUTIF : " Je répète car ce n'est peut être pas très clair pour tout le monde. La quote-part de Mayenne Communauté qui est de 327 000 € est réduite à 24 000 €. On a presque budgété 200 000 € et on en a besoin."

M. DELAHAYE : " Justement, je te remercie d'en parler. J'ai fait un autre tableau que je ne vous ai pas envoyé. J'ai fait le même tableau en gardant ce qui a été budgété."

M. SOUTIF : " Aujourd'hui, il y a déjà 11 communes qui se retrouvent avec plus que ce qu'elles avaient avant. Ce qui me gêne c'est que ton raisonnement est à 33 et non à 34. On a tous conscience qu'il y a des besoins forts sur la Communauté de Communes."

M. DELAHAYE : " Les petites communes sont celles qui en ont le plus besoin. Je ne fais pas ça que pour ma commune car rester dans le droit commun et la proposition du bureau c'est une différence de 1 000 €. Chacun est responsable, on fait de la solidarité comme on veut. Je voterai contre cette proposition. La liberté sera à mon conseil municipal de voter pour ou contre. Grégory HEURTEBIZE n'a pas de pouvoir mais il aurait voté contre."

M. BOISSEAU : " Je voudrais répondre à Mickaël qui a usé largement de son temps de parole. Je lui rappelle que sur la DSC, on a prouvé que la solidarité n'est pas un vain mot à la Communauté de Communes du Pays de Mayenne. La preuve et je remercie Patricia de l'avoir souligné, les communes qui étaient les plus éloignées en ont bénéficié de 2012 à 2015 dans des conditions très favorables. Les cinq communes qu'on veut soutenir par la proposition de Patrick sont celles qui étaient les plus aidées par les critères qu'on avait mis en place. On peut tous rediscuter des critères les uns après les autres. Globalement, si on regarde les critères, ils sont tous cohérents et ils ont fait la preuve de leur solidarité."

Le deuxième aspect est que ta proposition m'a fait un peu sourire. Ensuite, je me suis dit "Mickaël ne manque pas d'air !". Faire de la solidarité avec l'argent des autres, c'est très facile. Si on commence à diminuer les ressources de Mayenne Communauté avec tous les projets qu'elle a, ça devient difficile à suivre.

9 000 € pour tous sans tenir compte de la richesse des communes, ça me paraît un peu aléatoire et ça ne me

paraît pas responsable. La proposition de Patrick est beaucoup plus responsable, préserve les intérêts de Mayenne Communauté, aide les cinq communes qui étaient pénalisées par le droit commun et nous permet à tous d'avoir un montant FPIC satisfaisant."

M. DELAHAYE : " On n'a jamais douté de ton soutien à l'équipe mais je comprends tout à fait ta proposition."

M. MOLL : " Je rebondis sur ce qu'a dit Gérard. On va avoir d'ici la fin octobre un autre moyen. On verra ce que le pacte de solidarité va intégrer. On fera le compte des communes qui sont solidaires. Quand j'ai lu ta proposition Mickaël, je me suis dit qu'elle était intéressante. Mais c'est un peu comme le ministre anglais : tout ce qu'on ne va pas donner à l'Europe, ça va revenir à l'Angleterre. Sauf que pour lui ses calculs étaient faux. Aujourd'hui, pour moi, amputer 300 000 € dans l'avancée de nos projets, j'ai trouvé que c'était un peu léger. Je respecte ta proposition, elle a le mérite, au moins, d'avoir été faite."

M. DELAHAYE : " Hubert, j'ai le tableau de ce qui n'ampute pas le budget par rapport à ce qui était prévu."

M. BRODIN : " Les communes aussi sont dans une situation difficile. Elles subissent la même érosion des décisions nationales. Il faut quand même partager les avantages quand il y en a et malheureusement aussi les inconvénients. Il faut trouver une solution intermédiaire."

M. SOUTIF : " On a besoin du FPIC, les 300 000 € ne sont pas du luxe pour Mayenne Communauté."

M. BRODIN : " Ce n'est pas du luxe non plus pour les petites communes."

M. SOUTIF : " Je n'ai jamais dit que les communes n'en avaient pas besoin."

M. BRODIN : " On se rejoint alors partageons."

M. SOUTIF : " L'enjeu dans tout ce qui s'est dit c'est qu'on a intérêt à refonder un pacte de solidarité."

M. BRODIN : " Commençons ce soir."

M. SOUTIF : " Ça ne se débat pas en cinq minutes."

M. TRANCHEVENT : " La solidarité est née du projet de territoire. Il fallait qu'on imagine un pacte solidaire et fiscal. Ce pacte est à construire. Aujourd'hui, en France, il n'y a pas une collectivité qui n'est pas impactée par les baisses de dotation. La Région nous a clairement dit qu'ils n'auront pas les moyens de mettre en place leur politique pour des raisons financières. C'est vrai pour les Départements aussi, qui comptent leurs sous et ne peuvent pas mettre en place tous les moyens qu'ils souhaiteraient. C'est aussi vrai pour les Communautés de Communes et les Communes. Nous le vivons tous. Les Communautés de Communes n'ont pas vocation à venir équilibrer les comptes des communes. Pour autant la solidarité doit se mettre ailleurs. Sur la fiscalité, je tiens à dire que nous ne sommes pas égaux. On a des pressions fiscales extrêmement différentes. Il y a nécessité de regarder l'échelle distributive entre ceux qui bénéficient de l'investissement de la collectivité au niveau économique et ceux qui ne peuvent pas en bénéficier. Il n'y a pas que des questions de critères, il y a aussi des règles. C'est difficile de travailler sur un tableau qu'on n'a pas eu et de voter aussitôt. Ce n'est pas possible. Il y avait une réunion de bureau et une réunion de commission. Tu en es parti pour la raison que tu étais en colère. Est-ce que c'est la bonne décision ce soir, je ne sais pas. Il n'y a pas une bonne décision car c'est un sujet complexe. Elle est un essai de correction. On doit imaginer une compensation en dehors du FPIC. Si on trouve des marges de manoeuvre, on le fera. Personne nous a poussé pour qu'on soit solidaires. C'est né du projet de territoire et on l'a fait nous même."

M. BRODIN : " A ce moment là, il faut prendre le droit commun."

M. SOUTIF : " Il y a un travail qui a été fait quand même."

M. le Président : " C'est la proposition de la commission."

M. SOUTIF : " C'est la proposition de la commission qui a été validée en bureau."

M. le Président : " Il y a eu un vote ici mais vous n'étiez pas là."

M. BRODIN : " J'ai respecté les règles et Joëlle était là."

M. TRANSON : " Ma commune est l'une des cinq les plus touchées. Alors j'entends que c'est une année transitoire. J'espère qu'avec tous les conseillers communautaires, on aura une réflexion et des solutions solidaires. Il ne faut pas que ce soit qu'au niveau de FPIC. Il y a peut être une réflexion autre pour aider les petites communes. Je dirai aussi à Mickaël, que j'entends aussi ta proposition et tes interrogations. Aujourd'hui, tu votes contre. Sache que pour ma commune, avec le droit commun, c'est 2 000 € en moins. Demain, trouvons des solutions plus solidaires pour les petites communes."

M. BOITTIN : " Je voudrais répondre à M. BOISSEAU, on ne réclame rien du tout, on veut être performant. Si on n'est pas performant, demain, économiquement, on ne fera rien du tout."

M. BOISSEAU : " Dans cette assemblée, on a entendu à plusieurs reprises M. BRODIN nous dire qu'on n'avait pas prévu le numérique et qu'il fallait y aller. On partage cet avis mais on ne peut pas priver Mayenne Communauté des ressources que le droit commun lui donne. Ça paraît complètement incohérent."

M. SOUTIF : " Je reviens sur le pacte de solidarité qu'on a à travailler. Je donne ma vision mais c'est la commission qui y travaillera. Tout le volet mutualisation est à travailler pour s'entraider les uns et les autres. La partie financière est, certes, importante mais la solidarité englobe beaucoup de choses."

Mme GONTIER : " Cette année je perds 6 000 € de DGF, là je vais perdre peut être, au maximum, 13 000 € dans le cadre du FPIC. Ce que j'aimerais aussi c'est qu'on travaille sur d'autres critères. Par exemple, je n'ai qu'une seule école privée à Placé de 46 élèves. La ville de Mayenne me réclame 976 € par enfant alors que ça nous coûte beaucoup trop cher. Je veux bien baisser les ressources mais à un moment donné revoir certains critères. Les petites communes ne pourront pas survivre."

M. BRODIN : " Il y a quand même une proposition qui manque c'est celle qui est intermédiaire et qui prend en compte les idées de Patrick et de Mickaël. Il faut y travailler sinon on va vers un blocage."

Mme MORIN : " A partir de septembre, on va commencer à travailler sur la solidarité pour 2017. Ce qui est proposé là, c'est pour 2016. Il n'est pas question de faire quelque chose dans la précipitation. Personne ne doit être laissé sur le côté."

M. SOUTIF : " Pour moi, la marge de manoeuvre est sur les 16 000 €."

Après délibération, le conseil de communauté, à la majorité (M. DELAHAYE ayant voté contre et M. BRODIN s'étant abstenu) décide :

- de recourir à la répartition dérogatoire N°2 dite « libre » pour répartir le montant de FPIC 2016 s'élevant à 1 057 810 € pour le territoire de Mayenne Communauté

- d'effectuer le premier niveau de répartition entre Mayenne Communauté et les Communes selon la répartition qui s'établit comme suit :

Part Mayenne Communauté	Part 33 Communes	Total FPIC 2016
327 271 – 16 498 = 310 773	730 539 + 16 498 = 747 037	1 057 810

- d'effectuer le second niveau de répartition entre les Communes selon les modalités suivantes :

La solidarité interne entre les Communes avec une contribution prévue de 2,26 % afin de limiter la forte baisse subie par 5 Communes ne sera pas pratiquée.

Cependant, l'objectif d'atténuer la baisse des 5 Communes les plus pénalisées est conservé grâce à un effort supplémentaire de Mayenne Communauté de 16 498 € qui réduit donc sa part de FPIC désormais à 310 773 €.

Les montants attribués aux Communes au titre du FPIC 2016 sont donc les suivants sachant que ceux-ci correspondent au droit commun pour 28 communes et pour 5 autres au droit commun majoré d'un complément apporté par Mayenne Communauté :

Communes CCHL	FPIC 2016 Répartition de droit commun	Complément apporté par Mayenne Communauté	FPIC 2016 voté avec solidarité de MC
CHAMPEON	16 149		16 149
LA CHAPELLE	13 597		13 597
CHARCHIGNE	7 941		7 941
HARDANGES	6 194		6 194
LE HORPS	20 579		20 579
LE HOUSSEAU	10 945		10 945
LASSAY	48 969		48 969
MONTREUIL	9 661		9 661
RENNES EN G	3 508		3 508
LE RIBAY	12 283		12 283
SAINT JULIEN	9 943		9 943
SAINTE MARIE	8 313		8 313
THUBOEUF	10 476		10 476
TOTAL	178 558		178 558

Communes CCPM	FPIC 2016 Répartition de droit commun	Complément apporté par Mayenne Communauté	FPIC 2016 voté avec solidarité de MC
ALEXAIN	16 643		16 643
ARON	37 716		37 716
BELGEARD	14 839		14 839
COMMER	29 473		29 473
CONTEST	22 359		22 359
GRAZAY	15 860		15 860
JUBLAINS	15 110		15 110
LA BAZOGE	25 229		25 229
LA HAIE	10 508	3 152	13 660
MARCILLE	14 557	4 367	18 924
MARTIGNE	26 124		26 124
MAYENNE	179 817		179 817
MOULAY	18 333		18 333
PARIGNE	18 384		18 384
PLACE	7 822	2 347	10 169
SACE	12 793	3 838	16 631
ST BAUELLE	30 025		30 025
ST FRAIMBAULT	21 503		21 503
ST GERMAIN	9 314	2 794	12 108
ST GEORGES	25 572		25 572
TOTAL	551 981	16 498	568 479
Mayenne Communauté	730 539	16 498	747 037

La présente délibération

n'ayant pas obtenu un vote à l'unanimité comme l'exigent les textes lors de l'application de la répartition dérogatoire N°2, cette répartition n'est pas validée à ce stade.

Cette délibération ayant obtenu plus de la majorité des 2/3 des suffrages exprimés sera notifiée aux Communes afin d'obtenir l'accord de tous les conseils municipaux dans un délai de 2 mois.

A défaut de délibération dans ce délai, les conseils municipaux sont réputés avoir approuvé la délibération de Mayenne Communauté.

En cas de non adoption, selon les conditions évoquées ci-dessus, de la proposition présentée, la répartition de droit commun notifiée par la Préfecture s'appliquera d'office.

Mme GONTIER demande des précisions sur les délais de vote pour les conseils municipaux.

M. SOUTIF lui répond que les communes ont deux mois pour voter.

Mme MORIN se dit déçue de cette décision.

49 - Finances – Attributions de compensation prévisionnelles de 2016 à verser aux Communes – deuxième étape

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. SOUTIF expose :

VU l'article 1609 nonies C – paragraphe V du Code Général des Impôts qui traite de l'attribution de compensation,

VU la délibération du Conseil de Mayenne Communauté en date du 14 janvier 2016 fixant les attributions de compensation prévisionnelles de 2016 qui ont été notifiées aux Maires avant le 15 février 2016 comme l'exige l'article 1609 nonies C du CGI – paragraphe V – alinéa 1°,

Considérant que la délibération précitée du 14 janvier 2016 reprend seulement les attributions de compensation versées en 2015 par les Communautés antérieures ainsi qu'un montant estimé de la réintégration de la part du produit de taxe d'habitation départementale pour les 13 Communes de l'ex CCHL,

Désormais, le Conseil de Mayenne Communauté peut fixer les attributions de compensation prévisionnelles de 2016 en prenant en compte les 3 informations suivantes :

1) La régularisation de la correction obligatoire des attributions de compensation des 13 Communes de l'ex CCHL au titre de la part du produit de TH départementale.

Selon l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts - paragraphe V - alinéa 2°, les attributions de compensation doivent être majorées de la part du produit de Taxe d'Habitation que percevaient en 2015 les Communes de l'ex CCHL au titre de l'ancienne part départementale suite à la réforme de la Taxe Professionnelle. Avec la fusion, Mayenne Communauté percevra à partir de 2016 l'intégralité de l'ancien produit de Taxe d'Habitation départementale. Aussi, la perte de produit fiscal pour les Communes est compensée par une majoration du même montant de leur attribution de compensation.

Etant donné que les 13 Communes bénéficient déjà depuis janvier 2016 d'une attribution de compensation majorée au vu d'une estimation, il s'agit à présent de régulariser la situation pour chaque Commune en comparant le montant estimé et le montant réel calculé par la DDFIP avec les bases de TH prévisionnelles de 2016.

Communes	Réintégration de la part du produit de TH départemental (calcul provisoire par T & C en 2015)	Réintégration de la part du produit de TH départemental (calcul définitif par DDFIP en avril 2016)	Régularisation de l'attribution de compensation (CC 30 6 2016)
CHAMPEON	40 045	42 269	2 224
LA CHAPELLE AU RIBOUL	26 850	27 645	795
CHARCHIGNE	26 393	29 247	2 854
HARDANGES	11 919	11 913	-6
LE HORPS	48 651	53 542	4 891
LE HOUSSEAU BRETIGNOLLES	19 546	20 548	1 002
LASSAY LES CHATEAUX	200 431	208 084	7 653
MONTREUIL POULAY	25 915	28 363	2 448
RENNES EN GRENOUILLES	5 712	5 757	45
LE RIBAY	26 573	29 595	3 022
SAINT JULIEN DU TERROUX	14 674	16 315	1 641
SAINTE MARIE DU BOIS	16 191	17 020	829
THUBOEUF	18 065	18 871	806
TOTAL	480 965	509 169	28 204

2) Les effets du protocole de neutralisation fiscale et financière sur les attributions de compensation des Communes.

Afin que les cotisations globales des contribuables de Taxe d'Habitation et de Taxes Foncières soient inchangées par l'effet de la fusion se traduisant par un vote réglementé des taux 2016 de Mayenne Communauté, les Communes ont appliqué le protocole de neutralisation fiscale en votant des taux « recalculés ».

Concrètement, les Communes de l'ex CCPM ont baissé en 2016 leurs 3 taux et selon le principe de neutralité financière, elles bénéficient en contrepartie d'une majoration de leur attribution de compensation correspondant à la perte de leur produit fiscal.

A l'inverse, les Communes de l'ex CCHL ont augmenté en 2016 leurs 3 taux et selon le principe de neutralité financière, elles verront en contrepartie leur attribution de compensation minorée du montant de leur gain fiscal.

Après vérification des taux votés par les 33 Communes, les effets de l'application du protocole se présentent comme suit :

Communes	Majoration d'AC	Minoration d'AC
ALEXAIN	4 452	
ARON	15 842	
BELGEARD	3 711	
COMMER	9 695	
CONTEST	8 145	
GRAZAY	4 788	
JUBLAINS	9 211	
LA BAZOGE MONTPINCON	6 132	
LA HAIE TRAVERSAINE	4 853	
MARCILLE LA VILLE	7 404	
MARTIGNE SUR MAYENNE	21 791	
MAYENNE	186 854	
MOULAY	9 274	
PARIGNE SUR BRAYE	6 257	
PLACE	3 873	
SACE	3 723	
SAINT BAUELLE	7 650	
SAINT FRAIMBAULT	9 974	
SAINT GERMAIN D'ANXURE	3 265	
SAINT GEORGES BUTTAVENT	14 239	
CHAMPEON		-24 105
LA CHAPELLE AU RIBOUL		-18 953
CHARCHIGNE		-35 221
HARDANGES		-8 558
LE HORPS		-30 369
LE HOUSSEAU BRETIGNOLLES		-12 225
LASSAY LES CHATEAUX		-144 905
MONTREUIL POULAY		-17 465
RENNES EN GRENOUILLES		-4 275
LE RIBAY		-17 348
SAINT JULIEN DU TERROUX		-10 427
SAINTE MARIE DU BOIS		-9 585
THUBOEUF		-12 636
TOTAL	341 133	-346 072

3) Les effets de la fusion sur les allocations compensatrices de TH des 13 Communes de l'ex CCHL.

A partir de 2016, suite à la fusion, les Communes de l'ex CCHL perçoivent des allocations compensatrices de taxe d'habitation dont le calcul ne prend plus en compte la fraction du taux départemental de TH de 1991, année de référence pour le taux appliqué aux bases de TH pour calculer les allocations compensatrices.

A l'inverse, Mayenne Communauté perçoit un supplément d'allocations compensatrices de TH du fait de la récupération de la part du taux départemental.

Même si le protocole conclu en 2015 ne prévoyait pas de compenser cette perte d'allocations, il est proposé de majorer l'attribution de compensation des Communes à hauteur de la perte calculée par la DDFIP.

CHAMPEON	3 277
LA CHAPELLE AU RIBOUL	3 779
CHARCHIGNE	1 153
HARDANGES	1 545
LE HORPS	3 368
LE HOUSSEAU BRETIGNOLLES	1 469
LASSAY LES CHATEAUX	11 026
MONTREUIL POULAY	1 395
RENNES EN GRENOUILLES	369
LE RIBAY	2 408
SAINT JULIEN DU TERROUX	1 277
SAINTE MARIE DU BOIS	1 372
THUBOEUF	1 384
TOTAL	33 822

A ce stade, les attributions de compensations versées aux Communes demeurent encore prévisionnelles pour 2016. En effet, pour certaines Communes, les attributions de compensations vont encore évoluer au titre de 2016 en raison de transferts de compétences intervenus au 1^{er} janvier 2016 :

- soit transfert de Communes vers Mayenne Communauté (par exemple : aire d'accueil des gens du voyage de Mayenne, point information jeunesse de Mayenne)
- soit transfert des anciennes Communautés vers des Communes (par exemple : passport découverte CCPM, animation jeunesse CCHL).

Ces transferts de compétences devront faire l'objet prochainement d'évaluation des charges et recettes transférées par la future CLECT : Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées. Ensuite, les conseils municipaux délibéreront sur le rapport final de la CLECT. Enfin, il appartiendra au Conseil de Mayenne Communauté, avant fin 2016, d'arrêter l'attribution de compensation définitive des 33 Communes au titre de 2016.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- fixe les nouveaux montants des attributions de compensation prévisionnelles de 2016 figurant dans l'annexe ci-jointe***
- et autorise Monsieur le Président à verser, à partir de juillet 2016, un sixième du solde des attributions de compensation prévisionnelles aux 33 Communes.***

50 - Très Haut Débit – Révision du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de La Mayenne
Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. VALPREMIT expose :

Lors du dernier conseil communautaire, nous avons délibéré pour affirmer notre volonté de déployer le numérique à très haut débit sur 100% du territoire de Mayenne Communauté, dans le cadre défini par le syndicat mixte ouvert (SMO) Mayenne Très Haut Débit (THD), à savoir :

- une démarche à l'échelle de tout le département, portée par le SMO auquel Mayenne Communauté adhère et à qui nous avons transféré la compétence de l'aménagement numérique,
- une démarche ainsi mutualisée entre tous les EPCI, avec des coûts identiques pour tout le territoire,
- un "reste à charge" des EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) plafonné statutairement à 500 € par prise,
- un schéma d'ingénierie prévoyant 20 000 prises sur Mayenne Communauté, dont 8 000 prises sur la Ville de Mayenne et donc 12 000 prises sur les autres communes,
- un schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN) de la Mayenne adopté en 2011 et qui précisait l'engagement du Conseil Général de prendre en charge le déploiement de la fibre sur la Ville de Mayenne.

Notre délibération engage donc Mayenne Communauté financièrement à hauteur de 6M€ maximum (12 000 prises avec un reste à charge limité à 500 €).

Il est précisé que le CG53 s'était engagé à prendre en charge le déploiement du THD sur la ville de Mayenne pour permettre un rééquilibrage entre les territoires, puisque les villes de Laval et Château-Gontier / Azé / Saint-Fort avaient été retenues dans le dispositif national AMII (Appel à Manifestation d'Intention d'Investir) qui garantissait un déploiement totalement pris en charge par l'opérateur. La ville de Craon était également concernée par cet engagement du CG53, afin d'apporter un rééquilibrage vers les pôles plus ruraux et d'obtenir des subventions d'État.

Or, le SDTAN vient d'être mis à jour et cette disposition n'apparaît plus dans la nouvelle version qui a été présentée au SMO le 21 juin dernier. Malgré nos multiples sollicitations, le Président du Conseil Départemental et la majorité départementale considèrent ne pas être tenus par cet engagement de la précédente majorité et du président précédent.

Face à l'impact financier non négligeable pour Mayenne Communauté (passant de 20 000 prises à 500 € maximum), le Conseil Départemental répond que les coûts de déploiement du réseau devraient être inférieurs à ce qui était projeté en 2015, et que le reste à charge devrait plutôt être de 250 € par prise (soit 20 000 prises à 250 € = 5M€). Cette estimation n'est pour l'instant qu'une hypothèse, nous n'en aurons la certitude qu'à l'attribution du marché à l'opérateur à l'été 2017, en fonction de ses coûts de déploiement et du montant qu'il prendra en charge.

Lors du comité syndical du SMO du 21/06, Antoine Valprémit a signalé que cette décision apportait par ailleurs une distorsion entre les territoires, puisque le Pays de Château-Gontier voit le déploiement pris en charge à 100% par l'opérateur sur l'unité urbaine de Château-Gontier / Azé / Saint-Fort, et le reste de leur territoire profite de la péréquation avec les autres EPCI du département, dont Mayenne Communauté qui a le coût par prise le moins cher du fait de la densité de la ville de Mayenne.

Le président du SMO a exprimé sa compréhension face à notre déception de voir l'engagement concernant la ville de Mayenne remis en cause, et nous a assuré de sa vigilance pour que Mayenne soit traitée parmi les priorités lors du déploiement du THD.

M. BRODIN : " Le préambule était agréable notamment sur la solidarité du département. Mais le différend qui existe entre Mayenne et le département était basé sur un document du SDAN. Il y a bien une volonté que Mayenne et Craon soient servis en premier. L'objectif est qu'en 2021 tout soit fait. Cette solidarité se joue dans les deux sens car si on enlève dans les appels d'offres Mayenne et Craon, quid des tarifs qui seront proposés. Mayenne va peut-être être handicapée mais si on enlève ces deux communes, les appels d'offres seraient totalement différents et les coûts seraient beaucoup plus élevés. Plus on garde les villes centre dans les appels d'offres et plus on va minorer les tarifs."

M. VALPREMIT : " La démarche portée par le Syndicat Mixte avec le Conseil Départemental, le Conseil Régional et toutes les Communautés de Communes est exemplaire en France pour faire du numérique sur tout le territoire. Le très haut débit arrive en Sarthe avec 8 000 prises. Nous on parle de 110 000 prises."

M. BRODIN : " On ne saura pas avant 2017 de toute façon."

M. VALPREMIT : " Il va y avoir un an de discussion concernant les appels d'offres et les opérateurs. J'attends de voir ce qu'on paiera à la fin. Il y a un travail sérieux qui est mené et on est aidé par des cabinets."

M. BRODIN : " On peut tous compter sur le travail du SMO et du département pour que l'opération soit la meilleure pour tous."

M. VALPREMIT : " Je ne suis pas en train de dire le contraire."

M. BRODIN : " Je vais m'abstenir si on laisse " de constater l'abandon par le département de la prise en charge du déploiement de la fibre sur la ville de Mayenne". Il faut également savoir si c'est 21 000 ou 22 000 prises sur la Communauté de Communes."

M. VALPREMIT : " Le problème est que plus on attend, plus il y a de constructions et plus il y a de prises à raccorder."

M. BRODIN : " On est bien d'accord que ce sera l'ensemble."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (MM. BRODIN et DELAHAYE et Mme GONTIER s'étant abstenus) :

- de prendre acte du nouveau SDTAN présenté au comité syndical du SMO Mayenne Très Haut Débit le 21 juin 2016,
- de constater l'abandon par le département de la prise en charge du déploiement de la fibre sur la ville de Mayenne, conformément au précédent SDTAN de 2011,
- de réaffirmer la volonté de Mayenne Communauté de voir l'ensemble de son territoire couvert en THD grâce au déploiement porté par le SMO,
- d'affirmer que Mayenne Communauté n'a pas la capacité financière à couvrir le désengagement du conseil départemental, et donc de limiter notre engagement portant désormais sur 20 000 prises à l'enveloppe initialement prévue soit 6M€,
- de solliciter le déploiement du THD en priorité sur la ville de Mayenne, eu égard à notre situation de premier pôle économique du territoire couvert par le SMO.

51 - Préparation de la fin du Pays Haute Mayenne – Conseil de Développement

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. le Président expose :

Le conseil de développement est obligatoire depuis la loi Notre aux communautés de communes de plus de 20 000 habitants. A ce jour, les 4 Communautés de Communes de Haute Mayenne n'ont pas encore défini leurs attentes en la matière. Aussi, le Conseil de Développement de Haute Mayenne propose le versement de 30 000 € sur les 250 000 € du solde du budget du Pays estimé lors de clôture pour permettre sa continuité le temps pour les communautés de communes de décider de l'avenir du conseil de développement.

Il est à noter que le conseil de développement perçoit une subvention de la région qui elle même dépend d'un cofinancement public. Autrement dit sans la participation des EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale), le conseil de développement ne perçoit plus de subvention.

Il est précisé que le contrat Leader prévoit désormais que les membres du comité de programmation relèvent du conseil de développement.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, conserve le Conseil de Développement à l'échelle des 4 Communautés de Communes du Pays de Haute Mayenne.

52 - Finances – Exercice 2016 – Budget principal – Décision modificative n°1

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. SOUTIF expose :

Par délibération du 14 avril dernier, le budget primitif de la Communauté de Communes a été adopté.

Il convient par délibération modificative n°1 d'ajuster les crédits budgétaires inscrits en section de fonctionnement et en section d'investissement comme présenté en annexe.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve la décision modificative n°1 au budget principal 2016 tel que annexée ci-après.

53 - Marchés publics – Études d'urbanisme : PLUI SCOT et PLH de Mayenne Communauté – Procédure concurrentielle avec négociation - Autorisation de signature du marché

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. VALPREMIT expose :

Mayenne Communauté doit s'engager, dans des délais contraints, à :

- Initier avant le 1er janvier 2017 la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'ex CCPM pour une prise en compte du nouveau périmètre de MC et des prescriptions des lois Grenelle et ALUR (intégration de notions de développement durable et obligation d'avoir un SCOT sans quoi de nouvelles zones à urbaniser ne pourront être créées)
- Élaborer un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) avec une débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui doit se tenir avant le 27 mars 2017, et une approbation du document d'urbanisme avant le 31/12/2019 afin de bénéficier du report de la caducité des Plans d'Occupation des Sols et de la nécessaire « grenellisation » des PLU
- Élaborer un nouveau Programme Local de l'Habitat en cohérence avec le SCOT et le PLUi : la CCPM avait approuvé son nouveau PLH en 2014 (prévu jusqu'en 2019) et un diagnostic habitat a été réalisé sur la CCHL en 2015. En s'appuyant sur ces éléments, cela permettrait d'avoir un PLH adapté à l'échelle de Mayenne Communauté d'ici 2018 tout en mutualisant les données avec le SCOT et le PLUi (notamment au niveau des ateliers thématiques, ainsi que dans la définition du nombre de nouveaux logements à prévoir pour chacune des communes),

Par délibération du 25 février 2016, le Conseil Communautaire de Mayenne Communauté a autorisé le lancement d'une consultation pour les missions suivantes :

- la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Communauté de communes du Pays de Mayenne (CCPM) et la prise en compte du nouveau périmètre de Mayenne Communauté + en option : élaboration d'un Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC)
- l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Mayenne Communauté (MC)
- l'Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du Programme Local de l'Habitat (PLH) de Mayenne Communauté.
- l'Inventaire des zones humides fonctionnelles et en tranche conditionnelle, repérage des zones humides répondant aux critères du code de l'environnement sur les secteurs envisagés pour une ouverture à l'urbanisation dans le cadre du projet PLUi de Mayenne Communauté

Rappel : Une première consultation infructueuse :

Un appel d'offres ouvert (soumis aux dispositions des articles 33 3^{al}. et 57 à 59 du Code des marchés publics) a donc été lancé en mars 2016.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé le 10 mars 2016 :

- Publication au BOAMP (Annonce n°16-35195)
 - Publication au JOUE (Annonce n°2016/S 052-087300)
 - Profil d'acheteur et plateforme de dématérialisation www.klekoon.com
 - Publication sur les sites Internet de la Ville de Mayenne et de la CCPM
- pour une remise des offres fixée au 25 avril 2016 avant 12h00.

30 entreprises ont téléchargé le dossier et 3 entreprises ont remis une offre. Cependant, les 3 offres étant irrégulières, cette consultation a été déclarée infructueuse par la Commission d'Appel d'Offres de Mayenne Communauté réunie le 09/05/2016 qui a décidé de relancer la procédure sous forme de procédure concurrentielle avec négociation.

2ème consultation :

Une procédure concurrentielle avec négociation (soumise aux articles 25-I.2°, 25- II. 6°, 71 et 73 du nouveau code des marchés publics) a été lancée le 10 mai 2016.

Étant donné que, lors de la précédente consultation sous forme d'appel d'offres seules 3 offres irrégulières ont été présentées, nous n'avons fait participer à cette deuxième consultation que les 3 candidats précédents et nous n'avons pas fait de publicité complémentaire (art 25 II 6°).

Tel que prévu par la « procédure concurrentielle avec négociation » une négociation a été menée avec chaque candidat.

Les 3 candidats ont remis une nouvelle offre pour le 3 juin 2016 avant 16h00.

La commission d'appel d'offres de Mayenne Communauté, réunie le 14 juin 2016 à 17h00, a étudié les offres sur la base du rapport d'analyse des offres présenté par la Direction de l'Aménagement de la Mobilité et de l'Environnement (DAME) et a choisi l'attributaire.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer le marché N°16SER26 « Réalisation d'études d'urbanisme : PLUi SCOT et PLH de Mayenne Communauté » avec le groupement d'entreprises formé par CODRA (92220 Bagneux), CIBLE

MARKETING STRATEGIE (22000 Saint Briec) et AQUASCOP BIOLOGIE (49070 Beaucozéz), pour un montant de 423 489 € HT pour la tranche ferme, incluant l'option DAAC, et de 12 040 € HT pour la tranche conditionnelle.

Les études débuteront en juillet 2016, pour un arrêt du PLH d'ici 2018 et une approbation du Scot et PLUi en décembre 2019.

54 - Finances – SCOT PLUI – Autorisation de programme et crédits de paiement – Création

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. VALPREMIT expose :

Conformément aux articles L 2311-3 et R 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP).

Cette procédure permet aux Collectivités de ne pas faire supporter au budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais uniquement les dépenses à régler au cours de l'exercice. Il est ainsi proposé de créer une AP/CP "SCOT PLUI " comprenant les dépenses relatives aux études liées au diagnostic agricole, à l'assistance juridique ainsi que les dépenses relatives à l'élaboration du PLUI, la révision du SCOT, l'inventaire zones humides et l'élaboration du document d'aménagement artisanal et commercial.

Il est signalé que conformément à l'article L121-7 du code de l'urbanisme, les dépenses exposées par les établissements publics de coopération intercommunale pour les études, l'élaboration, la modification et la révision de leurs documents d'urbanisme sont inscrites en section d'investissement et ouvrent droit aux attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée. Il est précisé que le Programme Local de l'Habitat n'étant pas considéré comme un document d'urbanisme, cette dépense sera imputée en section de fonctionnement et sera exclue de l'AP/CP.

Dans la mesure où l'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement, il est proposé de se prononcer sur la création de l'AP/CP "SCOT PLUI" pour un montant global de 634 380 € TTC et de proposer les crédits de paiement suivants :

AP – SCOT PLUI				
Opération d'équipement : 16001				
CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP 2019	TOTAL AP
165 800 €	264 476 €	182 964 €	21 140 €	634 380 €

Il est exposé que des financements sont attendus du Conseil Régional à hauteur de 50% de la dépense relative au SCOT (soit 83 385 €), du Conseil Régional pour le diagnostic agricole (3 840 €), de l'État pour le PLUI (forfait de 7 000 €) et de l'Agence de l'Eau à hauteur de 80% de la dépense relative aux zones humides (soit 54 777 €).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- approuve la création de l'AP/CP SCOT PLUI pour un montant de 634 380 € tel que présentée,***
- dit que les crédits budgétaires ont été ajustés à la DM 1 du budget principal 2016 présentée ce jour.***

55 - Finances - Exercice 2016 - Centre Aquatique - Assurance dommage ouvrage - Étalement de la charge

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOISSEAU expose :

La nomenclature budgétaire et comptable M14 prévoit la possibilité, par décision de l'assemblée délibérante, d'étalement des frais accessoires liés à l'acquisition et/ou la réalisation d'investissements parmi lesquels les charges d'assurance dommage ouvrage qui peuvent faire l'objet d'un étalement sur 10 ans.

L'opération comptable consiste à transférer le montant des charges au compte d'investissement 4812 « transfert de charges à répartir sur plusieurs exercices », par le crédit du compte 791 « transfert de charges de gestion

courante », puis à amortir, chaque année, une part de la charge au compte 6812 « dotation aux amortissements des charges de fonctionnement à répartir » dans la limite de 10 ans.

Par délibération du 29 mars dernier, le Conseil a autorisé la signature du marché d'assurance avec le groupement Assurances Pilliot, Courtier et AMLIN EUROPE pour un montant de 83 712,82 €, dans le cadre de la construction du centre aquatique.

Il est proposé d'autoriser l'étalement sur 10 ans des frais d'assurances dommage ouvrage liés à la construction du centre aquatique .

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- autorise l'étalement sur 10 ans des frais d'assurances dommage ouvrage liés à la construction du centre aquatique,
- dit que le premier amortissement sera effectué dès la constatation de la charge soit en l'espèce dès l'exercice 2016 et de prévoir à cet effet les crédits nécessaires par décision modificative.

56 - Marchés publics – Construction du centre aquatique – Avenants - Autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOISSEAU expose :

La Communauté de Communes du Pays de Mayenne (devenue Mayenne Communauté) a notifié en 2015 les marchés de travaux pour la construction du centre aquatique.

- Sur le lot 8 « Bassins inox revêtus – Fond mobile » confié au groupement A&T Europe / KBE pour 803 963,90 € HT :

Deux panneaux indicateurs de profondeur du fond mobile étaient prévus par la Maîtrise d'œuvre. Ces derniers doivent se situer à proximité immédiate du plancher mobile mais seul un mur peut recevoir un panneau car de l'autre côté tout est vitré. Le seul panneau sera bien visible au droit des gradins jouxtant le fond mobile. Le 2ème panneau d'affichage n'a donc plus lieu d'être et est à supprimer. Ce qui implique une moins-value de 1 000 € HT et le montant du marché passe ainsi à 802 963,90 € HT. (-0,12%)

- Sur le lot 1 « Terrassements généraux, gros œuvre et façades » confié à l'entreprise LUCAS pour 2 075 468,70 € HT :

Après un premier avenant de + 40 550,25 € HT (concernant des changements sur la dalle béton liés au plancher chauffant), notre contrôleur technique nous indique que la ventilation prévue au marché pour la cage d'ascenseur n'est pas adaptée, il convient donc de modifier cette prestation pour la rendre conforme. Ce qui implique une moins-value de 1 042,73 € HT et le montant du marché passe à 2 114 976,22 € HT (+1,90% en cumulant les deux avenants).

- Sur le lot 4 « Menuiseries extérieures - Serrurerie » confié à l'entreprise BARON pour 440 000,00 € HT :

Un palan avait été préconisé par la Maîtrise d'œuvre pour descendre des charges dans la trémie de la chaufferie. Une échelle à crinoline ayant également été prévue, ce palan n'est donc pas nécessaire, il est demandé de le supprimer. Ce qui implique une moins-value de 2 269 € HT et porte le montant à 437 731 € HT soit - 0,51 %.

- Sur le lot 2 « Charpente Métallique » confié à l'entreprise DESCHAMPS pour 306 640,75 € HT :

Dans le marché, la commande du fond mobile a été implantée dans le local MNS par la Maîtrise d'œuvre. Mais il s'avère que cette implantation a été mal choisie car il n'y a pas suffisamment de visibilité en étant dans ce local. Aussi, afin d'avoir une vue sur la manœuvre, cette commande doit être installée sur un pupitre au niveau de la plateforme de surveillance pour actionner le fond mobile en toute sécurité. Ce qui implique une plus-value de 1 078,81 € HT soit une augmentation de +0,35 % du montant du marché qui passe ainsi à 307 719,56 € HT.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer les 4 avenants présentés :

N° et Nom du Lot	N° de l'Avenant	Montant de l'avenant et % d'évolution du marché	Nom de l'Attributaire
lot 8 « Bassins inox revêtus – Fond mobile »	Avenant N°1	- 1 000 € HT (-0,12%)	A&T Europe / KBE

lot 1 « Terrassements généraux, gros œuvre et façades »	Avenant N°2	- 1 042,73 € HT (+1,90% en cumulant les 2 avenants)	LUCAS
lot 4 « Menuiseries extérieures - Serrurerie »	Avenant N°1	- 2 269 € HT (- 0,51 %)	BARON
lot 2 « Charpente Métallique »	Avenant N°1	+ 1 078,81€ HT (+0,35 %)	DESCHAMPS

57 - Marchés publics – Construction du bâtiment du pôle de santé à Mayenne – MAPA - Autorisation de signature des marchés de travaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. MOLL expose :

Le bâtiment du pôle de santé comprendra 12 cabinets de médecins généralistes (11 médecins + 1 cabinet dédié aux internes), 3 cabinets de dermatologues (2 dermatologues + 1 cabinet dédié aux vacations), 6 cabinets d'infirmières (16 infirmières), 1 cabinet de kinésithérapeute, 2 cabinets de podologues, 1 cabinet de diététicien, 1 cabinet de radiologie (7 radiologues), 1 cabinet d'orthoptiste, 1 cabinet d'orthophoniste, une maison médicale de garde, une antenne CPAM, une antenne «Maison départementale de l'autonomie» et des locaux annexes (salle de réunion, locaux SISA, locaux de confort, locaux logistiques).

Les marchés de travaux de ce bâtiment sont répartis par corps de métiers en 14 lots.

En fonction du montant estimé des travaux, une procédure adaptée ouverte (soumise aux dispositions de l'article 28-I du Code des marchés publics) a été lancée en mars 2016.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé le 25 mars 2016 à la publication de :

- BOAMP (annonce N° 16-44296)
- Journal européen (annonce N°2016/S 062-106370)
- profil d'acheteur et plateforme de dématérialisation www.klekoon.com
- Journal d'Annonces Légales : Ouest France Édition Mayenne
- site Internet de la Ville de Mayenne
- site Internet de Mayenne Communauté

pour une remise des offres fixée au 29 avril 2016 avant 12h00.

115 entreprises ont téléchargé le dossier sur notre plateforme de dématérialisation. Et 69 offres ont finalement été remises dans les délais, dont 14 par voie dématérialisée.

2 plis ont été déposés en retard après la date limite de remise des offres : ils ont été rejetés et n'ont pas été analysés.

La commission des marchés à procédure adaptée de Mayenne Communauté, réunie le 28 juin 2016 à 16h30 puis le 30 juin à 19h30, a étudié les offres sur la base du rapport d'analyse des offres présenté par la maîtrise d'œuvre et a choisi les attributaires de chaque lot.

M. BOISSEAU : « Je tiens à remercier la commission MAPA et sa disponibilité car il a fallu se réunir deux fois en deux jours pour pouvoir être prêt ce soir. »

M. MOLL : « On remercie également les services. »

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer les marchés suivants avec les attributaires désignés par la commission MAPA :

Lot	Désignation	Attributaire	Montant en € HT
1	Gros œuvre	HUAULT	1 156 959,87 €
2	Étanchéité	SMAC	173 725,66 €
3	Menuiseries extérieures aluminium	BARON	337 055,60 €
4	Charpente métallique - métallerie	DEMY	258 198,80 €
5	Menuiseries intérieures bois	BRAULT	217 250,00 €

6	Doublages, cloisons sèches, plafonds – sans l'option doublage en laine de chanvre	JARRY	222 988,73
7	Plafonds suspendus	JARRY	102 207,71 €
8	Revêtements de sols, faïence – avec l'option sol en linoléum	MARIOTTE	147 715,88 €
9	Peinture, revêtements muraux	DURAND	75 382,81 €
10	Ascenseur	ARVOR	18500,00 €
11	Plomberie	SMEC	115 653,14 €
12	Chauffage, ventilation	SMEC	262 823,69 €
13	Électricité	SMEC	288 665,49 €
14	Formation, test à l'étanchéité	AVELYSE	2930,00 €
TOTAL			3 380 057,38 €

La période de préparation du chantier débutera en septembre puis les travaux commenceront en novembre 2016 jusqu'au 30 juin 2018.

58 - Vente aux enchères d'un tracteur élagueuse - Autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. SONNET expose :

Un tracteur-élagueuse appartenant au service « Prestations » est actuellement mis en vente aux enchères. Ce tracteur, datant de 1998, est réformé car il cumule :

- problème de boîte de vitesse du tracteur sur la marche arrière
- problèmes sur l'élagueuse : pivot central de la machine à revoir, ainsi que le groupe de broyage.

Il est mis en vente réservée aux professionnels qui souhaiteraient le réparer.

Considérant notre contrat, en date du 22/04/2016, avec la société AGORASTORE, il a été décidé de mettre en vente, sur ce site Internet, cet engin au prix de départ de 2 500 €.

Par délibération du 14 janvier 2016, le Président a délégué pour les ventes de biens mobiliers jusqu'à 4600 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer cette vente avec le meilleur enchérisseur.

59 – Déchets - Programme de prévention – Animations scolaires – Groupement d'achat

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

Mme MORIN expose :

Depuis 2003, les Communautés de communes de Haute-Mayenne mettent en œuvre des animations scolaires sur la prévention des déchets à destination des enfants de cycles 1, 2 et 3 des écoles de leur territoire. Depuis l'année dernière et les évolutions de missions du Pays de Haute Mayenne, la Communauté de communes de l'Ernée coordonne cette coopération, à travers une convention de partenariat avec la Communauté de communes du Bocage Mayennais et Mayenne Communauté.

En 2015-2016, ce sont 39 animations qui ont été financées, ce qui représente environ 700 élèves sensibilisés au tri des déchets, à l'environnement, au compostage et au gaspillage alimentaire. Le coût total HT est de 8 026,50 €.

La commission déchets du 30 mai dernier a souligné l'importance de maintenir auprès des scolaires le même niveau d'animations que les années précédentes :

- financement de 40 animations pour le territoire de Mayenne Communauté,
- gratuité pour les écoles

- groupement d'achat avec les CC de l'Ernée et du Bocage Mayennais.

M. le Président : " Ce sont des animations de qualité."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide l'organisation précitée
- participe à ce groupement d'achat
- et autorise le Président à signer tous les documents nécessaires au bon déroulement de ce dossier.

60 - Mise en œuvre de la compétence « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » sur Mayenne Communauté – demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Jusqu'à présent, la GEMAPI (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) était une compétence facultative et partagée entre toutes les collectivités et leurs groupements. Souhaitant renforcer la vision stratégique à l'échelle d'un bassin versant et structurer la maîtrise d'ouvrage territoriale, les lois MAPTAM (Loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) et NoTRE (Loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République) ont transféré la compétence GEMAPI aux communautés de communes de manière obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2018.

Elle vise notamment à répondre aux enjeux nationaux de prévention des inondations et d'amélioration de la qualité des eaux, tout en maintenant les droits et devoirs des propriétaires riverains.

En Mayenne, les principes de mise en œuvre de cette compétence ont été annexés au SDCI (Schéma Départemental de Coopération Intercommunale) arrêté le 19 mars 2016. Il y est notamment souligné la volonté de s'appuyer sur les maîtres d'ouvrage existants et de tenir compte des périmètres hydrographiques.

Sur le territoire de Mayenne Communauté, il existe actuellement 2 acteurs assurant des missions de gestion des milieux aquatiques : le syndicat du bassin de l'Aron et le Conseil Départemental de la Mayenne qui gère pour sa part les bords de la Mayenne jusqu'au barrage de Brives. Il reste donc une importante zone orpheline où nous n'avons pas de connaissance fine des cours d'eau ni de maîtrise d'ouvrage identifiée jusqu'alors.

Afin de mesurer les enjeux aussi bien écologiques qu'organisationnels et financiers de la prise de compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018, L'agence de l'eau Loire Bretagne soutient les démarches pour la structuration de la maîtrise d'ouvrage et l'organisation de la compétence GEMAPI, en finançant à hauteur de 80 % les études nécessaires ainsi que l'animation territoriale associée (pendant deux ans maximum).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- autorise le lancement d'une étude
- valide le principe de se doter de compétence en interne et de créer un poste relatif à cette nouvelle compétence sous réserve de l'avis favorable du CT et de l'obtention des financements
- sollicite auprès de l'Agence de l'Eau les subventions sur les volets études et animation en vue de mener à bien cette réflexion
- et autorise le Président à signer tous les documents inhérents à ce dossier.

61 - Convention entre Lassay et Mayenne Communauté – Intervention des services techniques

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. RAILLARD expose :

Mayenne Communauté est propriétaire de locaux qui sont situés sur la Commune de Lassay.

En sa qualité de propriétaire, la Communauté de Communes assure l'entretien de ces équipements (interventions techniques, réparations...). Dans ce cadre, une évaluation doit auparavant être réalisée sur place par un agent afin de déterminer la nature de l'intervention et le degré d'urgence.

Pour ce faire, elle fait appel au service bâtiment de la Ville de Mayenne, ou sollicite l'intervention de prestataires

extérieurs. La première solution nécessite une grande disponibilité des équipes de la Ville notamment vis-à-vis des temps de déplacement. La seconde requiert au préalable de procéder à l'évaluation des interventions nécessaires.

Aussi, Mayenne Communauté a sollicité le concours des agents techniques de la Commune de Lassay en raison de leur proximité et leurs qualifications pour ce type d'interventions ; celle-ci ayant émis un avis favorable.

En contre-partie, Mayenne Communauté s'engage à rembourser à la Commune de Lassay le coût salarial des agents au prorata du temps passé pour son compte, sur justificatif d'un état d'heures et du registre des services techniques de Lassay. Cette facturation est établie sur la base du coût horaire propre à chaque agent ayant réalisé la prestation.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer la convention ci-annexée.

62 – Environnement - Mise à disposition d'une partie du terrain de la déchetterie de Ricordeau

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Le projet éolien de l'Oasis (5 éoliennes sur les communes d'Hardanges et le Ribay) a reçu son autorisation Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) en juin 2014 et son permis de construire en mars 2014 au nom de la SAS Electrawinds France, devenue Elicio au 1^{er} novembre 2014. Aucun recours administratif n'ayant été porté à l'encontre du projet, sa construction est en cours de planification pour l'automne 2016 et sera portée par la société SAS Elicio Vent d'Ouest.

Lors de sa séance du 23 mars 2011, la Communauté de Communes Le Horps-Lassay avait délibéré en faveur de la mise à disposition d'une partie de terrain de la déchetterie de Ricordeau au Ribay en vue de l'installation d'un poste de livraison électrique.

Compte tenu de la création de Mayenne Communauté au 1^{er} janvier 2016, afin de pouvoir procéder à la signature de l'acte authentique et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, confirme les dispositions suivantes :

- ***location d'une partie de la parcelle E827 pour l'installation d'un poste de livraison électrique***
- ***fixation d'un loyer annuel de 2 000 € à indexer selon les indices pratiqués en la matière***
- ***et autorise le Président à signer le bail correspondant ainsi que tous les documents liés et les démarches afférentes.***

63 – Déchets - Tarif de revente du compost

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

Mme MORIN expose :

En mai 2010, la Communauté de Communes du pays de Mayenne a réalisé et mis en service une plate-forme de compostage des déchets verts. Ainsi, après transformation, ces déchets représentent 2000 tonnes de compost.

Le 1^{er} débouché proposé a été une distribution publique gratuite afin d'assurer un retour vers les usagers en compensation des efforts de tri et pour entretenir la dynamique de l'apport. Jusqu'en 2013, l'autre débouché était la vente dans le cadre de notre marché de broyage et d'autre part auprès des agriculteurs. Ainsi par délibération en date du 23 juin 2011, un tarif à la tonne avait été fixé à 3,71 € nets pour les agriculteurs sur la base de rachat fixé dans la variante du marché avec notre prestataire.

Or le marché du compost a évolué et les prestataires de broyage ne proposent plus de prestation de reprise. Parallèlement des agriculteurs sont intéressés par le produit mais dans des conditions économiques plus favorables. C'est pourquoi par une délibération du 6 novembre 2014, reprise par Mayenne Communauté le 14 janvier 2016, un nouveau tarif a été délibéré à hauteur de 2€/tonne (et ce dès la 1^{ère} tonne), pour tout achat supérieur à 50 tonnes.

Malgré ce tarif préférentiel, la collectivité a connu récemment des difficultés d'évacuation. L'opération de collecte des pneus d'origine agricole a permis de refaire la promotion du compost de déchets verts qui a une réelle valeur

agronomique et respecte les préconisations de la norme NFU44051. Afin d'adapter l'offre à la demande et compte tenu de l'avis favorable de la commission déchets, il est proposé au bureau de créer un nouveau tarif préférentiel pour un achat supérieur à 200 tonnes.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide les tarifs suivants (ces tarifs sont nets, Mayenne Communauté n'étant pas assujettie à la TVA) :

- ***gratuité pour les particuliers***
- ***3,71 € nets la tonne pour les agriculteurs ou autres professionnels pour tout achat d'un volume inférieur à 50 tonnes***
- ***2 € nets la tonne (et ce dès la 1ère tonne et par commande) pour tout achat d'un volume égal ou supérieur à 50 tonnes (chargement assuré par la collectivité dans le respect des sujétions techniques du chargeur présent sur site)***
- ***1 € net la tonne (et ce dès la 1ère tonne et par commande) pour tout achat d'un volume égal ou supérieur à 150 tonnes (chargement assuré par la collectivité dans le respect des sujétions techniques du chargeur présent sur site).***

64 – Culture - Dossier de subvention réserves du musée du château de Mayenne

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. LE SCORNET expose :

Un travail de réflexion a été mené pour trouver un lieu de réserves adéquates pour le musée en 2012 et 2013. En effet, l'espace dévolu à l'intérieur du château ne peut pas contenir toutes nos collections, tant pour des questions de places, de poids au sol, que de conditions de conservation.

Le musée du château de Mayenne dispose de 28 437 objets et 376 caisses. Ce chiffrage est une estimation, basée sur le récolement en cours. Ces objets relèvent de l'archéologie (fouilles du château ou plus anciennes), des beaux-arts (peintures, gravures, sculptures, photographies), d'ethnologie, d'histoire naturelle et d'histoire locale. Ils sont présentés au musée ou conservés dans 9 locaux différents, aux conditions de conservations inadéquates.

Le rez-de-chaussée de l'ancienne crèche situé rue Rouillois, actuelle SERE, a été réservé dans l'optique d'une installation des réserves du musée. Des travaux y sont nécessaires, à hauteur d'environ 50 000€ (chiffrage effectué par le bureau d'études de la ville de Mayenne).

La DRAC des Pays-de-la-Loire pourrait cofinancer ce projet. Un dossier de subvention est à remplir.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à inscrire les dépenses au budget à hauteur de 60 000 € et à signer le dossier de subvention et tous les documents y ayant trait.

65 – Jeunesse - Organisation du service commun Ados'com – Tarifs

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. COISNON expose :

Quelques données :

1. En tant qu'accueil de loisirs déclaré, Ados'com pourra prétendre aux aides suivantes de la CAF :
 - prestation de service ordinaire calculée en fonction du nombre d'heures passées par chaque jeune dans la structure.
 - prestation de service du contrat enfance jeunesse calculée sur la base du reste à charge de la collectivité.

Afin de bénéficier de ces prestations (enjeu env. 7000€), le service doit être payant.

2. Le groupe de travail s'est positionné sur le choix de la cotisation annuelle plutôt que d'une participation à chaque activité. Cela permet, d'une part, de favoriser l'accès au service et, d'autre part, de faciliter la gestion de la régie.

Pour être éligible aux prestations de la CAF, ados'com n'est pas contraint d'appliquer une tarification modulée sur

son adhésion.

3. L'enjeu principal d'Ados'com est de rendre accessible les activités afin d'évaluer si le service correspond bien aux attentes des jeunes et des familles. Il sera plus facile d'augmenter les tarifs si les actions évoluent. Par expérience, l'adhésion est un frein à partir de 10 €.

A ce sujet, il est aussi intéressant de pouvoir encaisser des chèques loisirs (tickets CAF). Ces derniers d'une valeur de 6 € ne peuvent pas être perçus si le tarif est inférieur à 6 €.

4. Le service commun « Espace Jeunes » (ex.cchl) demande une cotisation annuelle de 15 € permettant d'accéder gratuitement aux activités proposées dans les communes (Hors sorties, séjours et veillées avec repas). Nombre d'activités annuelles concernées : 24 + accès au local sur les temps périscolaires.

Propositions de tarifs :

Adhésion :

- Compte tenu de ces données, le groupe de travail propose qu'une cotisation annuelle de 10 € soit demandée à chaque jeune souhaitant bénéficier des services d'ados'com.

Cette adhésion ouvre droit aux activités organisées dans les communes sans supplément.

- Toutefois, afin de faciliter la découverte du service sur cette année en cours, une cotisation de 6 € est proposée du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2016.
- Enfin, le service est accessible aux jeunes scolarisés en classe de 6^{ème}. Pour ces adolescents ne pouvant participer qu'aux activités d'automne la première année, le groupe de travail propose qu'ils s'acquittent d'une cotisation de 6 €.

Supplément :

- Lors de veillées ou de temps forts animés sur une journée, il pourra être proposé aux jeunes de participer à des repas organisés par Ados'com.

Le budget du service commun ne permettant pas d'assumer ces frais alimentaires, une participation financière des inscrits sera demandé (4 €).

Période de validité :

La cotisation annuelle permet d'accéder aux activités du service sur une période donnée. Un engagement annuel semble cohérent notamment si les créneaux d'animation sont répartis sur l'ensemble des vacances scolaires.

Afin d'obtenir une meilleure lisibilité sur les recettes annuelles mobilisables et de faire correspondre l'échéance de la cotisation avec celle de la convention d'adhésion au service commun, le groupe de travail propose que la cotisation soit valable du 1^{er} janvier au 31 décembre.

M. COISNON : « J'associe Florence BAR à ce projet. »

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide les tarifs d'Ados'com et la périodicité de la cotisation annuelle et autorise M. le Président à signer la convention avec la CAF.

66 – Jeunesse - Service commun Ados'com - Mise à disposition des locaux municipaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. COISNON expose :

L'organisation des animations d'Ados'com dans les communes est conditionnée par la mise à disposition gratuite de locaux municipaux.

Afin de convenir des modalités d'emprunt et des responsabilités de chacun, le groupe de travail propose la convention pluriannuelle jointe.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à signer les conventions de mise à disposition de locaux municipaux dans le cadre des activités du service

67 - Jeunesse - Ajustements des règles de mise à disposition des minibus du service commun Espace Jeunes

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. COISNON expose :

Contexte:

Le service commun « Espace jeunes » gère 2 minibus qu'il met à disposition des associations ou communes du territoire communautaire en contre-partie d'une participation financière.

Les modalités de la convention de prêt n'ont pas été revues depuis la création de l'offre en 2010. Suite aux nombreuses remarques d'utilisateurs, le groupe de travail Espace Jeunes a réfléchi aux ajustements nécessaires pour faciliter les emprunts.

Propositions du groupe de travail Espace Jeunes :

	Règle actuelle	Règle au 1 ^{er} septembre 2016	Observations
Frais kilométriques	0,2 €	0,11 €	Ajustement des frais kilométriques équivalent à l'estimation du coût d'entretien au kilomètre du véhicule
Forfait minimum	10 €	0 €	Suppression du forfait minimum qui était une contrainte aux petits déplacements
Associations de jeunes	-	1 trajet gratuit par an	Permet d'inciter les initiatives de jeunes
Distance maximale	Pas de règle	600 kms aller/retour	Correspond aux déplacements régionaux
Demande au-delà de la distance maximale		Approbation du groupe de travail Espace Jeunes	
Demandes de trajets réguliers	Pas de règle	Approbation du groupe de travail Espace Jeunes	

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide les nouvelles règles de mise à disposition des minibus du service commun « Espace Jeunes » telles que définies ci-dessus et autorise M. le Président à signer les conventions liées.

68 - Développement touristique – Camping du Gué St Léonard - Signature de convention avec des commerçants ambulants

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BORDELET expose :

Depuis le printemps 2015, nous n'avons plus de gestionnaire pour l'espace multi-services du camping du Gué St Léonard.

Pour l'été 2015, afin de pouvoir satisfaire les usagers, il a été décidé de faire appel à des commerçants ambulants afin d'offrir plusieurs fois par semaine un service de restauration aux clients du camping (ouvert également aux mayennais).

C'est pourquoi, des contacts individuels ont été pris dans différents domaines de la petite restauration pour permettre aux campeurs de bénéficier d'une offre variée.

Les commerçants ambulants se voient offrir la possibilité de s'installer sur le camping, près de l'abri « animation ».

A ce jour, les accords de principe sont les suivants :

- M. Collet : rôti le lundi (+ mardi entre 1^{er} et 15/08)
- M. Dejourn : pizza le mercredi soir

Comme l'an dernier, pour participer aux frais de branchement électriques et considérant la mise à disposition d'un espace pour un acte commercial, il vous est proposé de demander aux commerçants une participation financière de 5 € HT par temps de présence.

Une convention définit les termes de cette mise à disposition (nombre de M2 mis à disposition, coordonnées du commerçant, nature de la prestation...).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide cette tarification et autorise le président à signer la convention avec les différents commerçants concernés (liste non figée).

69 – Développement touristique – Demande de remboursement

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BORDELET expose :

Monsieur et Madame Carrère, résidant à Fontenay le Fleury (78) avaient réservé un mobil home pour la période du 26 au 29 mai pour un montant de 171,30 €.

Le 25 mai, en pleine période de difficulté d'approvisionnement en carburant, ils nous ont appelés pour annuler leur réservation, ne pouvant garantir leur déplacement en voiture.

Ils sollicitent par courrier le remboursement de leur acompte d'un montant de 43 €.

Compte tenu des conditions de réservation et d'annulation, ils ne peuvent normalement y prétendre. Cependant on peut considérer qu'il s'agit là d'un cas de force majeure, comme ils ne peuvent être tenu responsables.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le remboursement.

70 - Ressources humaines – DRMP – création d'un poste de gestionnaire finances sur le cadre d'emploi d'adjoint administratif

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le départ en retraite d'un gestionnaire finance de la ville de Mayenne,

Considérant le principe de mutualisation des services entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Après avis du CTP en date du 20 juin 2016,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'adjoint administratif à temps plein à compter du 1^{er} juillet 2016.

Les dépenses sont à inscrire au chapitre 012 à hauteur de 33 000 euros. Ce poste mutualisé sera inscrit dans la convention générale de mutualisation entre la ville de Mayenne et la Communauté de Communes. Il fera donc l'objet d'un remboursement de la ville vers Mayenne communauté à hauteur du temps de travail réalisé sur les missions ville de Mayenne.

71 - Ressources humaines – DEJS – service des sports – création d'un poste d'agent de maintenance du centre aquatique

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant l'ouverture du centre aquatique en 2017 et les besoins en personnel sur le fonction technique de l'équipement,

Après avis du CTP en date du 20 juin 2016,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'agent de maîtrise à temps plein à compter du 1^{er} décembre 2016.

Les dépenses sont à inscrire au chapitre 012 à hauteur de 3 000 euros.

72 - Ressources humaines – DAC – service médiathèque – création d'un contrat d'avenir

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. RAILLARD expose :

Depuis le 1^{er} novembre 2012, le dispositif « emplois d'avenir » est entré en vigueur. Créé par la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012, ce nouveau dispositif a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes peu ou pas qualifiés par contrat aidé.

Le recrutement doit en principe avoir lieu dans des activités ayant soit une utilité sociale ou environnementale, soit un fort potentiel de création d'emplois. Cependant, les collectivités territoriales peuvent recruter même si elles n'appartiennent pas à un secteur identifié comme prioritaire.

Cette démarche nécessite un engagement à former le jeune en interne et rechercher des formations extérieures en lien avec la mission locale et ainsi lui faire acquérir une qualification.

Un tuteur identifié doit être désigné au sein du personnel pour accompagner ce jeune au quotidien et lui inculquer son savoir.

L'aide à l'insertion professionnelle versée par l'État est fixée à 75 % du taux horaire brut du S.M.I.C. Cette aide s'accompagne d'exonération de charges patronales de sécurité sociale.

Ce contrat au sein du service médiathèque doit permettre de,

- De conserver un climat serein au sein du secteur accueil, être en mesure de parer les absences répétées d'un des agents (1 semaine d'arrêt tous les 2 mois en 2015)
- De permettre à l'un des agents d'orienter ses missions vers le développement de la médiation numérique (proposition des Génies de l'appli au-delà de Mayenne et possibilité de mettre en place des projets en partenariat avec le Cybercentre)
- De permettre au service de participer activement à la résidence numérique dans le cadre de Croq' les Mots Marmots
- Poursuivre le travail de suivi des périodiques (bulletinage, archivage, désherbage).

Ce contrat pourrait également assurer des missions de back-office (couverture, suivi périodique....) et couvrir l'absence des collègues du secteur musique.

Après avis du CTP en date du 20 juin 2016 et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un emploi d'avenir à temps complet afin de répondre à ce besoin.

Les dépenses sont à inscrire au chapitre 012 à hauteur de 4 500 euros

73 - Ressources Humaines – DASS – service Gens du voyage – Création d'un poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe et suppression du poste d'adjoint technique de 1^{ère} classe

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le départ en mutation d'un agent de Mayenne Communauté,

Considérant la demande de mutation d'un agent de Saint Georges Buttavent,

Considérant la mise à disposition à 50% de l'agent en question à Mayenne Communauté depuis l'intégration de la commune de Saint Georges Buttavent à la Communauté de Communes,

Après avis du CTP en date du 20 juin 2016,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- crée un poste d'adjoint technique de 2ème classe à temps plein dont les missions seraient exercées à 50% pour le service gens du voyage et 50% pour le service de collecte des déchets

- met à jour le tableau des effectifs et supprime du poste d'adjoint technique de 1ère classe

- met fin à la convention de mise à disposition entre Mayenne Communauté et la Communes de Saint Georges Buttavent.

Les dépenses sont inscrites au chapitre 012.

74 - Ressources Humaines – DST – service voirie – création d'un poste de technicien territorial

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le départ en retraite du responsable voirie de la ville de Mayenne,

Considérant le principe de mutualisation des services entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Après avis du CTP en date du 20 juin 2016,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste de technicien territorial à temps plein à compter du 1er juillet 2016.

Les dépenses sont à inscrire au chapitre 012 à hauteur de 45 000 euros. Ce poste mutualisé sera inscrit dans la convention générale de mutualisation entre la ville de Mayenne et la Communauté de Communes. Il fera donc l'objet d'un remboursement de la ville vers Mayenne communauté à hauteur du temps de travail réalisé sur les missions ville de Mayenne.

75 – Culture - Système d'impressions et de photocopies du Grand Nord - Proposition tarifations

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. LE SCORNET expose :

Depuis plusieurs mois, le cybercentre et la médiathèque travaillent sur l'harmonisation de leurs espaces multimédia afin d'offrir aux usagers un service commun du lundi au samedi au cybercentre et à la médiathèque. Cette harmonisation se concrétise par des modifications techniques : passage de l'espace multimédia de la médiathèque sur le réseau du cybercentre, utilisateur du même système de protection pour bloquer les recherches internet illégales...

Ces modifications entraînent des conséquences sur le système de gestion des impressions précédemment mis en place. Les changements techniques qui empêchent la continuité du service mis en place. La nouvelle organisation que nous proposons soulève alors la question de la tarification actuellement mise en place.

Nous proposons :

	Cybercentre Annie Dissaux / Médiathèque JL Trassard / Médiathèque Tournepage
couleur	0,50
N&B	0,10
Photocopie	0,10 N&B

Ces nouveaux tarifs permettent de tenir compte des tarifs différents appliqués précédemment sur la CCPM et la CCHL. Sachant que le public majoritairement usager de ce service est un public jeune (scolaire) ou en recherche d'emploi, il est important de garder un tarif relativement bas.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces tarifs.

76 – Culture - Règlement intérieur du musée

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. LE SCORNET expose :

Afin de mieux réglementer les conditions de visite du château, le musée doit se doter d'un règlement intérieur.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ce règlement et charge les agents du musée du château de Mayenne de son application.

77 – Jeunesse - Convention « Aid a dom » pour la micro-crèche

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. COISNON expose :

La communauté de communes du PAYS DE MAYENNE a signé en 2010 puis renouvelé en 2013 une convention de 3 ans de partenariat avec l'association "aid' à dom" afin de palier au déficit de modes de garde en horaires atypiques sur le territoire . La micro-crèche de l'association "aid' à dom" d'une capacité de 10 enfants, située à la Courbe à Mayenne, s'est engagée au travers de cette convention à accueillir prioritairement des enfants de 2 mois à 6 ans du territoire dans les conditions suivantes :

- La micro-crèche ouvrira ses portes du lundi au samedi inclus, avec une amplitude horaire répondant au besoin des salariés travaillant en horaires décalés (4h30 à 22h30). Elle adaptera toutefois son ouverture en fonction des heures réellement réservées et ses horaires pourront être modifiés après avis du comité de pilotage.

En contrepartie, la communauté de communes octroie une subvention annuelle de 14 500 € correspondant à sa participation aux charges, loyers et entretien des locaux et ce pour l'équivalent de 10 places.

Depuis son ouverture, la micro-crèche a un taux de remplissage élevé et remplit sa fonction d'accueil en horaires atypiques.

Les élus et techniciens sont conviés annuellement au groupe de pilotage de la micro-crèche à l'occasion duquel un bilan précis du fonctionnement de la structure et le détail des familles bénéficiaires sont transmis. Les objectifs de cette convention sont atteints et cette association rend un réel service aux familles salariées du territoire.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reconduit ce partenariat et autorise le président à signer une nouvelle convention de 3 ans entre MAYENNE COMMUNAUTE et l'association "aid'à dom" pour la période allant du 1er janvier 2016 et jusqu'au 31 décembre 2018.

78 – Environnement – SPANC - Adoption du rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif – Exercice 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. BOURGUIN expose :

Le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement non collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Un exemplaire de ce rapport doit également être transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Pour l'exercice 2015, le Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service Public d'Assainissement Non Collectif de Mayenne Communauté rassemble le RAPQS 2015 du SPANC de la CCPM et le RAPQS 2015 du SPANC de la CCHL.

En 2015, le SPANC de la CCPM:

- a instruit 59 dossiers (+2) dans le cadre du contrôle de conception
- a contrôlé 52 installations neuves (+ 4) dans le cadre du contrôle de réalisation
- a contrôlé 50 installations (- 8) dans le cadre d'une vente d'un bien immobilier
- a vérifié le bon fonctionnement de 275 installations.

En 2015, le SPANC de la CCHL :

- a instruit 46 dossiers dans le cadre du contrôle de conception
- a contrôlé 20 installations neuves dans le cadre du contrôle de réalisation
- a contrôlé 20 installations dans le cadre d'une vente d'un bien immobilier
- a contrôlé 15 installations dans le cadre du contrôle diagnostic.

Sur le plan financier, concernant le SPANC de la CCPM, le résultat de fonctionnement propre à l'exercice 2015 est déficitaire de 1 826,69 €. Après intégration du résultat 2014 excédentaire de 3 606,55 €, la section d'exploitation laisse apparaître un résultat de clôture 2015 excédentaire de 1 779,86 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'Assainissement Non Collectif.

79 – Économie – Financement poste manager de commerce

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. TRANCHEVENT expose :

L'un des axes de travail de la stratégie économique de Mayenne Communauté est l'accompagnement du commerce local avec deux actions : la transition numérique des commerces de proximité et l'accessibilité des commerces.

Que ce soit pour développer la visibilité des commerces par voie numérique ou pour accompagner les commerces dans la mise en œuvre des obligations en matière d'accessibilité, la nécessité de recourir à un manager de commerce en contact direct avec les commerçants est renforcée.

La C.C.P.M. avait validé le principe du recours à un manager de commerce à raison d'un tiers temps. Ce poste, porté par la CCI, comprend trois niveaux d'intervention : un tiers au titre de la CCI, de la ville de Château-Gontier pour un second tiers temps et le dernier pour le compte de Mayenne Communauté.

Si l'intérêt pour le poste pour Mayenne Communauté n'est plus à prouver, la volonté d'un poste de manager de commerce à 50 % sur le territoire de Mayenne Communauté est désormais affirmée au regard des actions envisagées.

De plus, la Ville de Mayenne, en qualité de ville centre, a exprimé son intention d'accompagner le commerce. A ce titre, la Ville de Mayenne a affirmé son engagement en proposant de financer le poste à hauteur de 5 000 € pour les trois années à venir.

Le contrat de travail du manager de commerce actuellement en poste relève à 100 % de la CCI et s'achève le 31 août prochain.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la prise en charge du poste à hauteur de 15 650 € et autorise M. le Président à signer une convention en ce sens avec l'Espace Entreprise 53.

A titre indicatif,

	Situation actuelle (3 tiers temps)	Solution proposée
Mayenne Communauté	10 000 € rbst à EE53	15 650 € rbst à EE53
Château-Gontier	11 000 € rbst à EE53	néant
UC Castel	3 600 € rbst à EE53	néant
Ville de Mayenne	néant	5 000 € rbst à EE53
Union commerciale	3 600 € rbst à EE53	3 600 € rbst à EE53
CCI	20 300 € + frais de déplacement	24 250 € (frais de déplacement en baisse)
Coût total du poste	48 500 €	48 500 €

80 – Culture - SIVU – Convention CCMA

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. LE SCORNET expose :

Créé par les Communautés de Communes de Villaines et des Avaloirs (devenue Mont des Avaloirs) et Le Horps-Lassay, le Syndicat à Vocation Unique du Haut Maine et Pail assure la gestion de l'École de Musique et de Danse sur ces deux territoires.

Le site d'enseignement de Lassay est géré par le SIVU dans le cadre de ce partenariat. En 2015, le secteur de Lassay compte :

- 25 élèves pour la danse,
- 85 élèves pour la musique,
- 48h35 heures d'enseignement hebdomadaires pour 11 professeurs.

Pour rappel, la subvention au SIVU (72 047,32 € en 2016 et 71 418,39 € en 2015) est déterminée par le poids de l'ex-CCHL dans ce partenariat pour :

- 1/3 en fonction de la population,
- 1/3 en fonction du potentiel fiscal,
- 1/3 en fonction du nombre d'heures enseignées.

La dissolution du SIVU intervenant le 31 Août 2016, la gestion du service, l'actif et le passif sont rétrocédés automatiquement aux deux Communautés de Communes qui le composent.

Sous réserve des budgets correspondants, Mayenne Communauté a toujours affirmé sa volonté de maintenir le service existant sur le secteur de Lassay.

Parmi les différentes rencontres sur l'avenir de ce partenariat, une réunion s'est tenue le 2 Septembre 2015 avec les 2 présidents, vice-présidents et techniciens en charge de cette compétence. Vu la problématique des personnels ayant des statuts différents, la CCMA a proposé de poursuivre la collaboration existante via une convention d'au moins 3 ans.

La CCMA s'est proposée de reprendre la totalité de l'activité et que Mayenne Communauté la rembourse des frais correspondant à son territoire, et ce dans les mêmes conditions qu'avant la dissolution du SIVU.

Toutefois, la CCMA s'interroge sur l'évolution et le dimensionnement du service à l'avenir. Aussi, lors d'une

rencontre avec les 2 présidents le 9 juin dernier, la CCMA a demandé que la convention soit engagée sur une durée d'1 an, voire que les modalités du portage par la CCMA soient modifiées (reprise de personnels par Mayenne Communauté, gestion des inscriptions en direct...) bien qu'il n'en est jamais été question jusqu'ici.

En parallèle, l'harmonisation de l'enseignement des pratiques artistiques sur notre territoire est en cours d'étude, notamment la fusion entre le conservatoire Yvan Bellocq et l'école de musique de Lassay.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, engage une convention avec la CCMA pour une durée d'1 an comme demandé et selon les modalités actuellement appliquées avec le SIVU. Durant cette année de transition, Mayenne Communauté déterminera l'organisation de service la plus adaptée pour son territoire et ses usagers (partenariat, fusion des services...) et les suites qu'il conviendra de donner au terme de cette convention.

81 - Développement culturel – Conservatoire de Musique et de Danse Ivan BELLOCQ – Tarification Année scolaire 2016/2017 – Modificatif

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. LE SCORNET expose :

Par délibération en date du 2 juin 2016, il a été adopté les tarifs du Conservatoire de Musique et de Danse pour l'année scolaire 2016/2017.

Il s'avère qu'un oubli a été commis concernant le tarif Adultes « Ateliers collectifs et musique de chambre » pour les personnes extérieures à Mayenne Communauté.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le tarif suivant :

Adultes « Ateliers collectifs et musique de chambre » : 157.75 €.

82 - Contrat Territorial

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. le Président expose :

Le Conseil Départemental envisage un partenariat rénové basé sur "la simplicité, la coopération, la solidarité afin de favoriser les investissements d'avenir et les initiatives pour bien vivre à tout âge en Mayenne".

Sur les 50 millions d'euros consacrés aux investissements, une majorité est engagée avec une maîtrise d'ouvrage directe et un tiers de cette somme est consacré aux contrats avec les communes et EPCI.

La contractualisation avec les communautés de communes s'articulera autour de trois leviers :

- une enveloppe libre affectée à la CC pour le financement de projets structurants en cohérence avec les orientations du département,
- plusieurs enveloppes affectées pour décliner sur le territoire les politiques de l'habitat, les politiques en faveur des personnes âgées dépendantes et l'aménagement numérique
- et une confirmation des interventions antérieures en matière de culture, d'aménagement routier, d'environnement et d'éco-développement.

Depuis sa visite le 21 avril dernier, le Département nous invite à lui formuler les priorités de notre territoire concernant ce contrat pour le 8 juillet prochain afin de le présenter à l'assemblée départementale le 23 septembre 2016.

1 – L'enveloppe libre :

Si le plan pluriannuel d'investissement de Mayenne Communauté comprend des projets structurants pour le territoire, ceux-ci sont tous lancés à ce jour. Or, la prospective financière de Mayenne Communauté ne permet pas d'envisager des projets de cette importance pour les prochaines années. Toutefois, une thématique dont nous avons débattu en bureau le 26 avril dernier pourrait répondre tant aux besoins de Mayenne Communauté qu'aux enjeux et critères d'attribution de l'enveloppe du Département : Le déploiement du Très Haut Débit sur 100 % du territoire de Mayenne Communauté.

Comme présenté le 26 avril dernier, la question de la prise en charge de Mayenne demeure. Pour rappel, le coût serait de 10 millions d'euros en incluant Mayenne alors qu'il serait de 6 millions d'euros sans Mayenne. Cependant, la révision du Schéma Départemental d'Aménagement Numérique en cours et la volonté de tous les territoires de déployer le numérique à 100 % permettrait d'envisager un coût à la prise à 250 € plutôt que 500 €. Pour Mayenne Communauté, les 20 000 prises reviendraient alors à 5 millions d'€.

Dans cette hypothèse, il est proposé une affectation de l'enveloppe libre au S.M.O. soit 2 089 277 € (348 287 € annuels sur 6 ans).

2- Les enveloppes affectées :

- les politiques de l'habitat :

Le Département pourra participer aux projets de revitalisation de l'habitat en centre-bourg concernant les 8 communes de Lassay-les-Châteaux, Aron, Charchigné, Jublains, La Chapelle-au-Riboul, Le Horps, Martigné-sur-Mayenne et Saint-Fraimbault-de-Prières.

Cette participation en amont des projets, lors de la phase étude, et sur le volet opérationnel ne dépassera pas 50 % du coût total des opérations et représentera 94 050 € par an pendant la durée du contrat pour Mayenne Communauté.

Le Contrat Territorial prévoit que la communauté de communes sélectionne les projets des communes pour les soumettre à la Commission Permanente Départementale. Or, nous ne sommes pas en mesure de proposer ces projets prioritaires à ce jour puisque la commission aménagement vient d'engager le recensement des projets communaux. Il sera proposé une modification du contrat territorial par voie d'avenant.

- les politiques en faveur des personnes âgées dépendantes :

Le Contrat Territorial expose la démarche visant à déterminer les projets au regard des évolutions. Le Département déterminera les projets aidés et fixe le montant total de la participation financière.

La contribution des EPCI consiste à partager le diagnostic et la définition des priorités.

- l'aménagement numérique :

Le Contrat Territorial détermine l'enveloppe que le Département va attribuer. Concernant la position de Mayenne Communauté, il est proposé une affectation de l'enveloppe libre.

3- Les interventions antérieures :

Si le Département confirme ses interventions antérieures en matière de culture, d'aménagement routier, d'environnement et d'éco-développement, les priorités du territoire en matière d'aménagements routiers sont également demandées pour finaliser le contrat territorial.

Or, nous ne sommes pas encore en mesure de proposer des priorités malgré la réunion de présentation des projets en présence du Département en mai dernier.

Le Contrat Territorial prévoit que la communauté de communes sélectionne les projets d'aménagements routiers pour les soumettre à la Commission Permanente Départementale. Or, nous ne sommes pas en mesure de proposer ces projets prioritaires à ce jour puisque la commission aménagement vient d'engager le travail de priorisation suite à la présentation du Département en mai dernier. Il sera proposé une modification du contrat territorial par voie d'avenant.

M. BRODIN : " Je voudrais apporter des précisions. Je veux resouligner la solidarité du département qui met 100 000 000 € dans les 5 ans pour les EPCI et les communes. On a eu une réunion ici et on devait faire la liste de ce qu'on souhaitait comme aménagements routiers pour qu'ensuite le département arbitre entre les différentes Communautés de Communes."

M. MOLL : " J'ai écrit à mon Président de Communauté de Communes et au Président du département et ce dernier ne m'a pas répondu alors que je lui faisais des propositions de classement des RD. J'ai appris ce matin que la commission avait émis un avis favorable. Quelque part les demandes que nous lui avons adressé ont été retenues."

M. BRODIN : " Suite à la réunion, il n'y a pas eu d'envoi de courrier. C'est dans l'intérêt de la Communauté de Communes de faire état de ses demandes. D'habitude, c'étaient les services qui décidaient. Maintenant, il y a un changement de méthode, on est venu vers les EPCI pour connaître les priorités."

M. VALPREMIT : " Parce que c'est à nous de faire les comptes-rendus ?

M. BRODIN : " Oui."

M. VALPREMIT : " Ceux du Conseil Départemental ?"

M. BRODIN : " Non.

M. VALPREMIT : " C'est une réunion à l'initiative du Conseil Départemental, on a mis gracieusement les locaux à disposition, il fallait peut être précisé aussi que c'était à l'EPCI de faire le compte-rendu."

M. BRODIN : " Ça a été dit en début de réunion, Hubert l'a entendu."

M. MOLL : " Ce que j'ai compris c'est que nous devons présenter des priorités à la Communauté de Communes. J'en ai écrit une pour le Président et que j'ai envoyé au département."

M. BRODIN : " Il faut se mettre en oeuvre et répondre pour mi juillet."

M. VALPREMIT : " Il fallait préciser que c'était à Mayenne Communauté de faire le compte-rendu de la réunion du Conseil Départemental."

M. BRODIN : " Ce n'est pas un compte-rendu qu'il faut faire. Mayenne Communauté doit écrire ses souhaits.

M. VALPREMIT : " C'est ce qui a été exprimé collectivement par l'ensemble des Maires qui étaient présents à la réunion."

M. DELAHAYE : " Le problème c'est que ma priorité n'est pas forcément celle de l'autre."

M. BRODIN : " Et ce n'est pas forcément ce que le département retiendra. Est-ce que vous préférez que ce soit les services techniques du département qui décident pour l'ensemble du département ou que ce soit des souhaits locaux ? C'est ça qui est demandé, c'est un fonctionnement différent d'avant. Si vous ne l'acceptez pas, il se fera ce que le département décidera."

M. MOLL : " On est deux collectivités à être concernées par les huit logements sociaux. J'ai envoyé à la demande d'Antoine des dossiers pour être classé. Je ne voudrais pas qu'ils passent aux oubliettes."

M. VALPREMIT : " On a envoyé un courrier. Huit communes sont retenues par les critères du plan départemental de l'habitat. On a demandé les projets habitat des 33 communes. Une fois les réponses obtenues, on refera le point avec le département."

M. MOLL : " On veut savoir s'il faut attendre les avis avant de lancer les opérations."

M. VALPREMIT : " Oui, tu ne peux pas démarrer avant."

M. le Président : " Le nécessaire semble fait de ce côté là et on va voir avec les services pour écrire au département."

M. BOURGUIN : " La demande est de faire un recensement des besoins sur le territoire et de les classer."

M. BRODIN : " Le département va tenir compte des demandes mais ce n'est pas pour ça qu'il les validera. Si vous n'envoyez pas de courrier, il n'y aura rien pour l'EPCI et les autres seront servis en premier. On a demandé à toutes les Communautés de Communes du département de faire parvenir leurs demandes."

M. VALPREMIT : " Hervé PAISANT était présent, je vais voir avec lui lundi. Je vais faire le compte-rendu du département."

M. BRODIN : " Il était convenu qu'Hervé PAISANT fasse le compte-rendu."

M. VALPREMIT : " Il y avait cinq agents du département, s'il n'y en a pas un qui est capable de faire le compte-rendu."

M. BRODIN : " Ils étaient là pour écouter et pour prendre en compte ce que vous souhaitiez."

M. le Président : " On va faire le nécessaire."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, propose :

- ***l'affectation de l'intégralité de l'enveloppe libre au Très Haut Débit,***
- ***ultérieurement des précisions pour ce qui relève de l'habitat et des aménagements routiers par voie d'avenant***
- ***et autorise M. le Président à signer le Contrat Territorial.***

83 - Candidature à l'appel à projets « territoires à énergie positive pour la croissance verte »

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 juillet 2016

M. le Président expose :

Le ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer a lancé le programme des « territoires à énergie positive pour la croissance verte » à l'automne 2014. Il vise à territorialiser la politique de transition énergétique et à donner une impulsion forte pour encourager les actions concrètes qui peuvent contribuer notamment à atténuer les effets du changement climatique, encourager la réduction des besoins d'énergie et le développement des énergies renouvelables locales et faciliter l'implantation de filières vertes pour créer 100 000 emplois sur trois ans.

Afin d'accompagner l'ensemble des projets créatifs et innovants, un fonds de financement de la transition énergétique, doté de 1,5 milliard d'euros sur trois ans contribuera notamment à financer les territoires lauréats (enveloppe de 500 000 € par territoire), en complément des autres financements publics existants.

Après des contacts pris auprès de la DDT et du Ministère, Mayenne communauté a été invitée à proposer un dossier de demande de financement dans le cadre de ce dispositif « Territoires à énergie positive pour la croissance verte ».

Il a été demandé à Mayenne communauté de faire part d'une proposition dans les meilleurs délais et susceptible d'être revue en fonction des critères retenus par le Ministère. Cette demande de financement pourrait porter sur trois points compte tenu de l'appel à projets :

- 1- Soutenir un plan d'aide à l'efficacité énergétique des bâtiments publics sur Mayenne communauté
- 2- Amplifier la structuration des Filières courtes alimentaires en restauration collective
- 3- Structurer le maillage de circulations douces sur Mayenne communauté

M. le Président : " C'est à la fois pour la Communauté de Communes et les communes."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à engager cette demande de financement auprès de la DREAL et du Ministère.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 00 h 15

Vu, la Secrétaire,
Brigitte FRANGEUL

Vu, le Président
Michel ANGOT

